

ACTUALITÉ

DES PROCÉDURES COLLECTIVES

CIVILES ET COMMERCIALES

Supplément au N° 20, 13 décembre 2019

BIMENSUEL - ISSN 1286-4552

Jocelyne VALLANSAN
Professeur

Pierre CAGNOLI
Maître de conférences

Laurence FIN-LANGER
Maître de conférences

Et le Centre de recherche
en droit privé de l'Université
de Caen

TABLES ANNUELLES 2019

Table des auteurs	<i>(page 1)</i>
Index alphabétique général	<i>(page 4)</i>
Table chronologique de jurisprudence	<i>(page 15)</i>
Table chronologique des textes	<i>(page 19)</i>

Récapitulatif par numéro

n° 1 - 14 janvier 2019.....	comm. 1 à 15
n° 2 - 25 janvier 2019.....	comm. 16 à 29
n° 3 - 8 février 2019.....	comm. 30 à 43
n° 4 - 22 février 2018.....	comm. 44 à 57
n° 5 - 15 mars 2019.....	comm. 58 à 72
n° 6 - 29 mars 2019.....	comm. 73 à 84
n° 7 - 12 avril 2019.....	comm. 85 à 98
n° 8 - 29 avril 2019.....	comm. 99 à 115
n° 9 - 13 mai 2019.....	comm. 116 à 129
n° 10 - 24 mai 2019.....	comm. 130 à 144
n° 11 - 17 juin 2019.....	comm. 145 à 161
n° 12 - 28 juin 2019.....	comm. 162 à 174
n° 13 - 19 juillet 2019.....	comm. 175 à 189
n° 14 - 13 septembre 2019.....	comm. 190 à 205
n° 15 - 27 septembre 2019.....	comm. 206 à 220
n° 16 - 11 octobre 2019.....	comm. 221 à 234
n° 17 - 25 octobre 2019.....	comm. 235 à 247
n° 18 - 18 novembre 2019.....	comm. 248 à 257
n° 19 - 29 novembre 2019.....	comm. 258 à 270
n° 20 - 13 décembre 2019.....	comm. 271 à 287

Président-Directeur Général, Directeur de la publication : Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexus.fr

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
marie-france.bonneau@lexisnexus.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
lucie.landais@lexisnexus.fr

Relations clients :
Tél.: 0171724770
relation.clients@lexisnexus.fr
www.lexisnexus.fr

Abonnement annuel 2020
France métropolitaine : 305,28 € TTC
Prix de vente au numéro : 35,74 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 329,00 € HT Prix de vente au numéro : 39,00 € HT Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexus.fr/>

Commission paritaire
n° 0222 T 80326
N° Impr. 5982 - N° Édit. 5800 Dépôt
Légal à parution
LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 € 552 029
431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA

Siège social :
141, rue de Javel - 75747 Paris Cedex
15 Evoluprint - Parc industriel Euronord
10 rue du Parc - 31150 Bruguères
Origine du papier : Pologne
Taux de fibres recyclées : 5%
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : PTOT = 0,02 kg/tonne



Guy AMLON, maître de conférences à la faculté de droit de Rouen

- Irrecevabilité du recours d'un contrôleur contre une ordonnance du juge-commissaire rendue sur demande du mandataire judiciaire (*Contrôleur*) **repère 58** (n° 5 – 15 mars)

Laetitia ANTONINI-COCHIN, maître de conférences HDR à l'UNS, directrice adjointe du CERDP

- Nouvelle illustration du dessaisissement du débiteur marié en liquidation judiciaire (*Liquidation judiciaire*) . **repère 99**(n° 8 – 29 avr.)

Aïda BENNINI, maître de conférences en droit privé, UNICAEN

- Précisions sur l'étendue de la caducité d'un accord de conciliation homologué à la suite de l'ouverture d'une procédure collective. Droit à réparation de la caution en cas de faute du créancier, fût-elle commise lors de la procédure de conciliation (*Conciliation*) ... **alerte 250** (n° 18 – 18 nov.)

Pierre CAGNOLI, professeur à l'université de Caen Normandie, membre de l'Institut Demolombe (EA 967)

- L'admission au passif d'une créance à titre hypothécaire fait obstacle à l'action en nullité de l'acte fondant la créance (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 20** (n° 2 – 25 janv.)
- Ne constitue pas un excès de pouvoir le fait d'accepter une offre de reprise, en liquidation judiciaire, après le terme de la période de maintien autorisé de l'activité (*Plan de cession*) **alerte 21** (n° 2 – 25 janv.)
- L'admission d'un droit de rétention sur un immeuble, fondé sur une détention corpore alieno : l'exemple des ventes immobilières annulées (*Créanciers antérieurs - Droit de rétention*) **alerte 47** (n° 4 – 22 févr.)
- L'absence d'incidence des décisions d'admission au passif sur la prescription de l'action du créancier contre sa caution (*Cautions - Prescription*) **alerte 50** (n° 4 – 22 févr.)
- Le tribunal ayant à statuer sur le sort du débiteur (plan ou liquidation judiciaire) ne peut différer sa décision en l'attente des décisions tranchant les contestations portant sur les créances déclarées (*Plans de sauvegarde et de redressement*) **alerte 90** (n° 7 – 12 avr.)
- La force du droit de suite du créancier de l'article L. 642-12, alinéa 4, du Code de commerce : l'acte notarié du prêt hypothécaire permet la saisie de l'immeuble entre les mains du repreneur (*Cession d'entreprise*) **alerte 91** (n° 7 – 12 avr.)
- De nouvelles dispositions pour favoriser le rebond des entreprises et des entrepreneurs (*Sort du chef d'entreprise*) **alerte 131**(n° 10 – 24 mai)
- L'effet radical de la caducité des procédures de distribution par l'effet du jugement d'ouverture (*Créanciers antérieurs - Arrêt des procédures de distribution*) **alerte 138**(n° 10 – 24 mai)
- Confidentialité des procédures préventives et liberté de la presse : la Cour de cassation enfonce le clou ! (*Procédures préventives - Obligation de confidentialité*) **alerte 178** (n° 13 – 19 juill.)
- L'érosion de la règle de l'article L. 622-27 du Code de commerce se poursuit (*Créances antérieures*) **alerte 180** (n° 13 – 19 juill.)
- Cadres de restructuration préventive et insolvabilité (définitions) (*Directive insolvabilité*) **alerte 193** (n° 14 – 13 sept.)
- Suspension des poursuites (*Cadres de la restructuration préventive*) **alerte 196** (n° 14 – 13 sept.)
- L'efficacité de la sauvegarde malmenée pour les débiteurs délinquants ? Quand la procédure pénale neutralise les procédures civiles d'exécution et le droit

des entreprises en difficulté (*Créances antérieures - Arrêt des procédures d'exécution*) **alerte 240** (n° 17 – 25 oct.)

- L'étendue des droits du créancier titulaire d'un nantissement sur compte bancaire, en cas de saisie conservatoire du compte, anéantie par l'effet d'une procédure collective (*Créancier nanti sur compte bancaire*) **alerte 241** (n° 17 – 25 oct.)
- Les seuils justifiant la compétence des TCS sont à apprécier au jour de la demande de procédure collective (*Compétence*) **alerte 281** (n° 20 – 13 déc.)

Agnès CERF-HOLLENDER, maître de conférences

- La déclaration de créance n'est pas une action en justice au sens de l'article 5 du Code de procédure pénale (*Procédure*) **alerte 174** (n° 12 – 28 juin)

Mathilde DOLS-MAGNEVILLE, maître de conférences à l'université de Montpellier

- Demande de restitution d'un bien détenu par un tiers : compétence du JEX (*Crédit-bail*) **repère 1** (n° 1 – 14 janv.)

Laurence FIN-LANGER, professeur agrégée, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967

- Les livreurs à vélo de la plateforme Take Eat Easy en liquidation judiciaire sont des salariés ! (*Salariés*) **alerte 4** (n° 1 – 14 janv.)
- Un effet rétroactif total d'un contrat de travail annulé sur le fondement de la période suspecte (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 8** (n° 1 – 14 janv.)
- Instance en cours et contestation de la créance (*Contestation de créance*) **alerte 65** (n° 5 – 15 mars)
- Cautionnement par une personne morale et plan de sauvegarde (*Caution*) **alerte 67** (n° 5 – 15 mars)
- À qui l'AGS doit-elle verser les fonds en cas de faillite internationale ? (*Salariés*) **alerte 110**(n° 8 – 29 avr.)
- Confirmation de la conventionnalité de l'action en revendication dans un contexte particulier (*Revendications*) **alerte 114**(n° 8 – 29 avr.)
- Existe-t-il une obligation de rouvrir les débats pour mettre en cause les organes de la procédure collective dans une instance prud'homale en cours ? (*Salariés*) ... **alerte 152** (n° 11 – 17 juin)
- À quelles conditions le juge-commissaire peut-il autoriser la vente de gré à gré d'un bien immobilier ? (*Réalisation de l'actif*) **alerte 157** (n° 11 – 17 juin)
- Salariés et plans de restructuration préventive (*Cadres de la restructuration préventive*) **alerte 200** (n° 14 – 13 sept.)
- Absence de compétence du conseil des prud'hommes pour statuer sur une transaction déséquilibrée conclue pendant la période suspecte (*Salariés*) **alerte 211** (n° 15 – 27 sept.)
- Absence d'incidence de la décision du juge-commissaire autorisant les licenciements sur le contentieux administratif du PSE relatif aux catégories professionnelles (*Salariés*) **alerte 212** (n° 15 – 27 sept.)
- Confidentialité du mandat ad hoc versus information des représentants du personnel : nouvelle victoire de la confidentialité devant la Chambre sociale ! (*Mandat ad hoc*) **alerte 249** (n° 18 – 18 nov.)
- Interruption de la prescription à l'égard de la caution et article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (*Cautions et coobligés*) **alerte 251** (n° 18 – 18 nov.)

Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université Côte d'Azur, avocat au barreau de Grasse

- Créances salariales : sanction de l'annulation de la décision d'homologation du PSE (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **repère 44** (n° 4 – 22 févr.)

Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université de Picardie Jules Verne

- Le paiement par le liquidateur, un paiement spontané du débiteur ? (*Reprise des poursuites*) repère 85 (n° 7 – 12 avr.)

Fabien KENDÉRIAN, maître de conférences HDR à l'université de Bordeaux, IRDAP (EA 4191), chargé d'enseignement à l'université Paris I - Panthéon-Sorbonne

- Bail commercial : ne pas confondre constat de la résiliation par le juge-commissaire et constat de l'acquisition de la clause résolutoire (*Bail commercial*) repère 258 (n° 19 – 29 nov.)

Karl LAFAURIE, enseignant-chercheur à l'université de Caen Normandie, membre de l'Institut Demolombe (EA 967)

- Aspects de droit des sociétés (*Cadres de la restructuration préventive*) alerte 201 (n° 14 – 13 sept.)

Christophe LAJOYE, maître de conférences de droit public

- Précisions sur l'admission à la procédure de marché public pour un candidat soumis à un plan de redressement (*Plan de redressement*) alerte 127 (n° 9 – 13 mai)

Maud LAROCHE, professeur à l'université de Rouen Normandie, Normandie Univ, UNIROUEN, CUREJ

- Les classes de créanciers : promesses et risques (*Droit européen*) repère 190 (n° 14 – 13 sept.)

Thierry LE BARS, professeur à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe

- Si le rétablissement personnel du débiteur entraîne l'effacement de ses dettes de loyers, il n'empêche pas le jeu de la résiliation du bail pour non-paiement des loyers (*Rétablissement personnel - Bail d'habitation*) alerte 59 (n° 5 – 15 mars)
- Caractérise une situation de surendettement l'impossibilité manifeste pour une personne physique de bonne foi de faire face à l'engagement qu'elle a donné de cautionner la dette d'une société, qu'elle en soit ou non la dirigeante, peu important qu'elle soit personnellement intéressée à la dette (*Surendettement - Recevabilité de la demande*) alerte 208 (n° 15 – 27 sept.)
- Limites temporelles de la suspension de la saisie immobilière, pour cause de surendettement (*Surendettement - Saisies immobilières*) alerte 237 (n° 17 – 25 oct.)

Pierre-Michel LE CORRE, professeur agrégé à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Droit des difficultés d'entreprises, membre du CERDP (EA n° 1201)

- La vente d'actifs isolés et l'entrée en jouissance de l'acquéreur (*Cession de fonds de commerce*) repère 162 (n° 12 – 28 juin)

Véronique LEGRAND, maître de conférences HDR, université de Caen Basse-Normandie, CRDP

- Le tracé de la frontière entre le règlement Bruxelles 1 et le règlement Insolvabilité se précise (*Compétence*) alerte 97 (n° 7 – 12 avr.)
- Retour sur le principe de l'universalité de la faillite en droit international privé commun (*Réalisation de l'actif*) alerte 183 (n° 13 – 19 juill.)
- Procédure collective italienne et saisie immobilière en France sous l'empire de la convention franco-italienne (*Procédure d'insolvabilité - Répartitions*) alerte 230 (n° 16 – 11 oct.)
- Retour sur la frontière entre le Règlement Bruxelles 1bis et le Règlement insolvabilité et précisions sur les modalités de la déclaration de créance (*Procédure d'insolvabilité*) alerte 270 (n° 19 – 29 nov.)

Jérôme LEPROVAUX, maître de conférences en droit privé à l'université de Caen Normandie, CRDP-UCBN

- Rapport successoral et instance en cours (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*) alerte 10 (n° 1 – 14 janv.)

- EIRL et erreur dans la désignation du débiteur soumis à la procédure (*EIRL*) alerte 272 (n° 20 – 13 déc.)

Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'université de Caen Normandie, membre du CRDP

- Les chances de succès du plan de redressement d'une filiale peuvent être évaluées en prenant en considération les solutions envisagées pour les autres sociétés du groupe (*Plan de redressement - Groupe de sociétés*) alerte 37 (n° 3 – 8 févr.)

Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit

- Les limites de l'arrêt des poursuites individuelles (*Arrêt des poursuites*) repère 116 (n° 9 – 13 mai)

Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)

- La procédure collective produit-elle encore des effets à l'égard des créanciers alimentaires ? (*Créances alimentaires*) alerte 35 (n° 3 – 8 févr.)
- Jusqu'où le notaire est-il tenu de connaître l'existence de la procédure collective d'une partie à l'acte qu'il dresse ? (*Responsabilité du notaire*) alerte 43 (n° 3 – 8 févr.)
- Report de la date de cessation des paiements : étendue des pouvoirs du tribunal (*Cessation des paiements*) alerte 119 (n° 9 – 13 mai)
- Du fait générateur de la créance de la partie civile (*Sort des créanciers*) alerte 121 (n° 9 – 13 mai)
- Convention de divorce : il faut anticiper l'éventuelle ouverture d'une procédure collective (*Conjoint*) alerte 170 (n° 12 – 28 juin)
- Conséquences de la résolution du plan à l'égard de la cible de l'extension de la procédure collective (*Plans*) alerte 172 (n° 12 – 28 juin)
- Droit au nouveau départ de l'entrepreneur individuel (*Sort de l'entrepreneur*) alerte 203 (n° 14 – 13 sept.)
- De la caducité du contrat entraînée par la résiliation d'un contrat en cours interdépendant (*Contrats en cours*) alerte 224 (n° 16 – 11 oct.)
- Est nul le paiement reçu par préférence en vertu d'une hypothèque elle-même nulle pour avoir été consentie en garantie de dettes antérieures (*Nullité de la période suspecte*) alerte 227 (n° 16 – 11 oct.)
- Sort du bail d'habitation du débiteur en liquidation judiciaire (*Contrats en cours*) alerte 262 (n° 19 – 29 nov.)
- Faillite personnelle : à compter du jour du jugement d'ouverture, c'est trop tard ! (*Sanctions professionnelles*) alerte 268 (n° 19 – 29 nov.)

Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)

- Amélioration d'une offre de cession et autorité de chose jugée (*Plan de cession*) repère 248 (n° 18 – 18 nov.)

Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN, maître de conférences en droit privé

- Liquidation judiciaire d'une association et expiration de la période de protection du salarié investi d'un mandat représentatif (*Salariés*) alerte 48 (n° 4 – 22 févr.)

Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université de Paris, co-directeur de la revue des procédures collectives

- Insaisissabilité légale et divorce après l'ouverture de la procédure (*Insaisissabilité légale*) repère 221 (n° 16 – 11 oct.)

Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université de Bordeaux, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

- Le plan de cession partielle des actifs fait obstacle à l'extension de procédure pour confusion de patrimoines (*Extension de procédure*) repère 16 (n° 2 – 25 janv.)

Karim SALHI, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, CRDP

- Un jugement de liquidation judiciaire prononcé après ouverture des débats devant un juge saisi d'une instance à laquelle le débiteur est partie n'interrompt pas cette dernière (*Procédure - Instances en cours*) **alerte 143** (n° 10 – 24 mai)

Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole, membre du CDA

- Contestation sérieuse de la créance : absence de sursis à statuer et pouvoirs de la juridiction saisie (*Admission des créances*) **repère 30** (n° 3 – 8 févr.)

Adrien TEHRANI, professeur à l'université de Montpellier

- Une société cotée en difficulté est avant tout une société cotée (*Société cotée*) **repère 175** (n° 13 – 19 juill.)

Julien THÉRON, professeur de droit privé, directeur Master 2 Juriste d'affaire-DJCE, université Toulouse 1-Capitole

- L'appréciation des conséquences du dessaisissement ne relève pas du bloc de compétence du tribunal de la procédure (*Compétence*) **repère 130** (n° 10 – 24 mai)
- Jugement de cession et appel du débiteur : un revirement motivé par la controverse doctrinale (*Plan de cession*) **repère 271** (n° 20 – 13 déc.)

Mathieu THIBERGE, maître de conférences, université de Caen Normandie

- La demande d'acquiescement à la revendication du bien en nature permet la revendication de son prix devant le juge-commissaire (*Revendications*) **alerte 19** (n° 2 – 25 janv.)

Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE

- La confidentialité des traitements amiables de nouveau gagnante face à la liberté d'expression (*Conciliation*) **repère 73** (n° 6 – 29 mars)
- Reprise des poursuites après clôture pour insuffisance d'actif : notion de fraude et poursuites des créanciers forclos (*Reprise des poursuites*) **repère 235** (n° 17 – 25 oct.)

Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation

- L'avocat du créancier n'est pas tenu d'identifier le représentant de la personne juridique pour laquelle il déclare la créance (*Déclaration de créance*) **alerte 104** (n° 8 – 29 avr.)
- Le dessaisissement du débiteur personne physique en liquidation judiciaire ne permet pas au liquidateur d'agir en réparation des préjudices corporels subis par le débiteur (*Liquidation judiciaire*) **alerte 155** (n° 11 – 17 juin)
- Droit au nouveau départ de l'entrepreneur individuel (*Sort de l'entrepreneur*) **alerte 203** (n° 14 – 13 sept.)

Frédéric VAUVILLÉ, professeur agrégé à l'université de Lille 2, conseiller scientifique du Cridon Nord-Est, avocat associé au barreau de Lille

- Quelles poursuites pour le créancier d'aliments ? (*Créance alimentaire*) **repère 206** (n° 15 – 27 sept.)

Denis VOINOT, professeur à l'université Lille Nord de France, codirecteur du Centre René Demogue - CRDP & D

- Interdiction de gérer : la Cour de cassation étend le contrôle de la motivation au principe et au quantum de la sanction prononcée (*Interdiction de gérer*) **repère 145** (n° 11 – 17 juin)

A

ABUS DE CONFIANCE

Action civile au pénal
Déclaration de créance
Electa una via..... **alerte 174** (n° 12 – 28 juin)

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

V. Responsabilité pour insuffisance d'actif

ACTION PAULIENNE

Irrecevabilité
Remboursement d'un compte courant
d'associé..... **alerte 153** (n° 11 – 17 juin)

ACTION RÉVOCATOIRE

Compétence
Juridictions de l'État d'ouverture. **alerte 27** (n° 2 – 25 janv.)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Exercice en société
Responsabilité..... **alerte 118** (n° 9 – 13 mai)
Pluralité
Fixation de la rémunération
Recevabilité du recours. **alerte 223** (n° 16 – 11 oct.)

ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 204** (n° 14 – 13 sept.)

ADMISSION DES CRÉANCES

Appel
Indivisibilité de l'instance..... **alerte 234** (n° 16 – 11 oct.)
Compétence
Juge saisi d'une contestation
Juge-commissaire..... **repère 30** (n° 3 – 8 févr.)
..... **alerte 34** (n° 3 – 8 févr.)

Effet
Nullités de la période suspecte
Hypothèque judiciaire..... **alerte 20** (n° 2 – 25 janv.)

Intervention de la prescription
Effet à l'égard de la caution..... **alerte 50** (n° 4 – 22 févr.)

Prescription de la créance
Nullité d'une assignation
Interruption de la prescription..... **alerte 181** (n° 13 – 19 juill.)

Procédures collectives successives
Autorité de chose jugée..... **alerte 46** (n° 4 – 22 févr.)
Titre exécutoire (non)..... **alerte 50** (n° 4 – 22 févr.)

AGRICULTEUR

Exercice en société
Durée du plan
Loi PACTE..... **alerte 134** (n° 10 – 24 mai)

AGS

Responsabilité
Procédure d'insolvabilité
*Contrôle du versement des
sommes aux salariés*..... **alerte 110** (n° 8 – 29 avr.)

ALERTE

Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 194** (n° 14 – 13 sept.)

ALLOCATION TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Conditions..... **alerte 216** (n° 15 – 27 sept.)

AMF

..... **alerte 185** (n° 13 – 19 juill.)

APPEL

Mandataire judiciaire
Condamnation du débiteur à verser cer-
taines sommes à ses salariés

Nécessité d'intimer le débiteur..... **alerte 247** (n° 17 – 25 oct.)

APPEL-NULLITÉ

Absence d'effet dévolutif..... **alerte 188** (n° 13 – 19 juill.)

ARRÊT DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE

Liquidation judiciaire..... **alerte 31** (n° 3 – 8 févr.)

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Créance antérieure
Créance salariale..... **alerte 5** (n° 1 – 14 janv.)

Créance postérieure
Créance afférente à des prestations four-
nies postérieurement au jugement
d'ouverture
*Débiteur n'ayant pas bénéficié
des prestations*..... **alerte 169** (n° 12 – 28 juin)

Domaine
Indivisibilité du litige
Co-débiteurs solidaires..... **alerte 89** (n° 7 – 12 avr.)

Périmètre
Syndic de copropriété
*Condamnation sous astreinte à
transmettre les fonds et docu-
ments du syndicat*..... **repère 116** (n° 9 – 13 mai)
..... **alerte 125** (n° 9 – 13 mai)

Résolution d'un contrat pour défaut de paie-
ment
Vente immobilière
Co-acquéreurs solidaires..... **alerte 89** (n° 7 – 12 avr.)

ARRÊT DU COURS DES INTÉRÊTS

Redressement judiciaire
Caution..... **alerte 122** (n° 9 – 13 mai)

ASSIGNATION EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Cessation des paiements
Caractérisation
*Condamnation à paiement et
procédures d'exécution engagées
en vain*..... **alerte 87** (n° 7 – 12 avr.)

ASSOCIÉ

Action en paiement des dettes sociales
Prescription..... **alerte 106** (n° 8 – 29 avr.)
Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 201** (n° 14 – 13 sept.)

AVERTISSEMENT DES CRÉANCIERS

Créancier absorbé
Absence de mention de la fusion-
absorption au livre foncier..... **alerte 139** (n° 10 – 24 mai)

AVOCAT

Régime légal d'affiliation
Contrat en cours
Compensation..... **alerte 17** (n° 2 – 25 janv.)

B

BAIL COMMERCIAL

Action en constatation de l'acquisition de la
clause résolutoire
Action engagée avant l'ouverture de la
procédure
*Absence de décision définitive à
l'ouverture de la procédure*..... **alerte 225** (n° 16 – 11
oct.)

Résiliation de plein droit
Constatation par le juge-commissaire
*Absence de commandement de
payer*..... **repère 258** (n° 19 – 29 nov.)
..... **alerte 263** (n° 19 – 29 nov.)

BANQUEROUTE

- Absence d'aménagement de peine**
Nécessité de motiver la décision..... **alerte 257** (n° 18 – 18 nov.)
- Interdiction de gérer**
Inconstitutionnalité..... **alerte 257** (n° 18 – 18 nov.)

C

CADRES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIVE

- Accès**..... **alerte 195** (n° 14 – 13 sept.)
- Notion**..... **alerte 193** (n° 14 – 13 sept.)

CAUTION

- Déclaration de créance**
Créance de recours
Recours anticipé..... **alerte 51** (n° 4 – 22 févr.)
Interruption de la prescription
Durée..... **alerte 251** (n° 18 – 18 nov.)
- Droit à réparation**
Faute du créancier
Faute commise lors de la conciliation..... **alerte 250** (n° 18 – 18 nov.)
- Mentions manuscrites**
Absence de date
Validité du cautionnement..... **alerte 151** (n° 11 – 17 juin)
- Non-respect de l'obligation annuelle d'information**
Déchéance des accessoires de la dette
Obligation pour le créancier de recalculer la créance..... **alerte 264** (n° 19 – 29 nov.)
- Personne morale**
Plan de sauvegarde
Extinction partielle de la créance..... **alerte 67** (n° 5 – 15 mars)
- Redressement judiciaire du débiteur principal**
Arrêt du cours des intérêts..... **alerte 122** (n° 9 – 13 mai)

CESSATION DES PAIEMENTS

- Caractérisation**..... **alerte 32** (n° 3 – 8 févr.)
..... **alerte 222** (n° 16 – 11 oct.)
Créance non prescrite..... **alerte 147** (n° 11 – 17 juin)
- Jugement définitif de condamnation à paiement
Procédures d'exécution engagées en vain..... **alerte 87** (n° 7 – 12 avr.)
- Omission de déclaration**
Faillite personnelle (non)
Interdiction de gérer..... **alerte 161** (n° 11 – 17 juin)
- Interdiction de gérer
Caractère volontaire de l'omission. **alerte 160** (n° 11 – 17 juin)
- Report de date**
Étendue des pouvoirs du tribunal. **alerte 119** (n° 9 – 13 mai)

CESSION

- Institutions représentatives du personnel**
Procès-verbal de carence
Transfert au repreneur..... **alerte 113** (n° 8 – 29 avr.)
- Procédure de reclassement**
Régularité
Transfert du procès-verbal de carence au repreneur..... **alerte 113** (n° 8 – 29 avr.)

CESSION D'ACTIONS

- Erreur sur la substance**
Prix symbolique
Cessation des paiements. **alerte 105** (n° 8 – 29 avr.)

CESSION DE DROIT AU BAIL

- Clause de substitution**
Absence de décharge du cessionnaire initial
Garantie du prix..... **alerte 277** (n° 20 – 13 déc.)

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

- Absence de réalisation des actes de cession**
Entrée en jouissance
Obligations au titre du contrat cédé..... **repère 162** (n° 12 – 28 juin)

- **alerte 173** (n° 12 – 28 juin)
- Substitution de cessionnaire**
Absence de réalisation des actes de cession
Obligations au titre du contrat cédé..... **repère 162** (n° 12 – 28 juin)
..... **alerte 173** (n° 12 – 28 juin)

CESSION D'ENTREPRISE

- Créancier hypothécaire**
Droit de suite
Saisie de l'immeuble entre les mains du repreneur..... **alerte 91** (n° 7 – 12 avr.)

CESSION D'UNE PARCELLE AGRICOLE

- Droit de préemption de la SAFER**
Prix de vente
Autorité de chose jugée..... **alerte 219** (n° 15 – 27 sept.)

CLASSES DE CRÉANCIERS

- Plan**
Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 198** (n° 14 – 13 sept.)

CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

- Reprise de la liquidation judiciaire**
Existence de sommes non distribuées. **alerte 220** (n° 15 – 27 sept.)

COMPENSATION

- Condition**
Déclaration de créance..... **alerte 82** (n° 6 – 29 mars)
Conditions de la compensation légale réunies avant l'ouverture de la procédure..... **alerte 81** (n° 6 – 29 mars)
- Contestation de créance**
Objet différent..... **alerte 239** (n° 17 – 25 oct.)
- Dettes connexes**
Condition non requise
Liquidité et exigibilité..... **alerte 2** (n° 1 – 14 janv.)
- Gage-espèce**
Garantie de livraisons postérieures au jugement d'ouverture
Absence de compensation avec une créance antérieure..... **alerte 124** (n° 9 – 13 mai)
- Jugement assorti de l'exécution provisoire**
Extinction des créances réciproques
Absence de déclaration de créance..... **alerte 149** (n° 11 – 17 juin)

COMPÉTENCE

- Nullité de la période suspecte**
Transaction
Fixation d'une indemnité de licenciement..... **alerte 186** (n° 13 – 19 juill.)
- Tribunal de commerce spécialisé**
Seuil
Date d'appréciation..... **alerte 281** (n° 20 – 13 déc.)
- Tribunal de la procédure collective**
Action en responsabilité contre le commissaire à l'exécution du plan..... **alerte 14** (n° 1 – 14 janv.)
Extension de compétence
Domaine..... **repère 130** (n° 10 – 24 mai)
..... **alerte 142** (n° 10 – 24 mai)

COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

- Remboursement**
Action paulienne
Irrecevabilité..... **alerte 153** (n° 11 – 17 juin)

CONCILIATION

- Confidentialité**
Liberté d'expression..... **repère 73** (n° 6 – 29 mars)
..... **alerte 75** (n° 6 – 29 mars)
- Tiers à la procédure
Organe de presse..... **repère 73** (n° 6 – 29 mars)
..... **alerte 75** (n° 6 – 29 mars)
- Exception au principe de confidentialité**
Débat d'intérêt général
Notion..... **repère 73** (n° 6 – 29 mars)
..... **alerte 75** (n° 6 – 29 mars)
- Information du tribunal**
Secret professionnel
Entreprises d'assurance. **alerte 133** (n° 10 – 24 mai)
- Ouverture d'une procédure collective**

Caducité de l'accord de conciliation
Étendue de la caducité. **alerte 250** (n° 18 – 18 nov.)

CONFUSION DE PATRIMOINES

Caractérisation..... **alerte 33** (n° 3 – 8 févr.)

Extension de procédure

Bail verbal

Loyers raisonnables..... **alerte 165** (n° 12 – 28 juin)

Relations financières anormales

Société ayant pour objet la gestion de l'image et des droits d'un artiste

Gérant de SAS..... **alerte 167** (n° 12 – 28 juin)

Transfert de propriété d'un immeuble sans paiement du prix

Compensation avec une créance en compte courant..... **alerte 166** (n° 12 – 28 juin)

Résolution du plan de redressement

Sort du tiers confondu..... **alerte 172** (n° 12 – 28 juin)

CONJOINT

Action des créanciers contre l'ex-épouse

Action en garantie contre son ex-mari

Interdiction des poursuites..... **alerte 170** (n° 12 – 28 juin)

CONTESTATION DE CRÉANCE

Actualisation du montant d'une créance

Procédures collectives successives. **alerte 80** (n° 6 – 29 mars)

Contestation sérieuse

Absence d'instance en cours

Pouvoirs du juge-commissaire..... **alerte 79** (n° 6 – 29 mars)

Demande de compensation

Objet différent..... **alerte 239** (n° 17 – 25 oct.)

Instance d'appel

Modalités pour intimer le liquidateur..... **alerte 15** (n° 1 – 14 janv.)

Instance en cours

Réponse à la contestation..... **alerte 65** (n° 5 – 15 mars)

Notion

Demande d'indemnité pour rupture abusive de crédit

Absence d'incidence sur l'existence ou le montant de la créance..... **alerte 66** (n° 5 – 15 mars)

Exception de compensation..... **alerte 180** (n° 13 – 19 juill.)

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

Requalification

Contrat de travail..... **alerte 4** (n° 4 – 14 janv.)

CONTRAT DE TRAVAIL

Nullité de la période suspecte

Créance salariale (non)

Créance indemnitaire..... **alerte 8** (n° 1 – 14 janv.)

Effet rétroactif..... **alerte 8** (n° 1 – 14 janv.)

Requalification

Lien de subordination..... **alerte 4** (n° 1 – 14 janv.)

CONTRAT EN COURS

Bail commercial

Action en résiliation de plein droit

Absence de commandement de payer..... **repère 258** (n° 19 – 29 nov.)
alerte 263 (n° 19 – 29 nov.)

Constatation de la clause résolutoire

Action engagée avant l'ouverture de la procédure..... **alerte 225** (n° 16 – 11 oct.)

Bail d'habitation

Acquisition de la clause résolutoire

Instance en cours..... **alerte 262** (n° 19 – 29 nov.)

Interdépendance des contrats

Ordonnance du juge-commissaire

Opposabilité aux tiers..... **alerte 224** (n° 16 – 11 oct.)

Option de l'administrateur judiciaire

Absence de continuation du contrat

Clause d'indemnité en cas de résiliation..... **alerte 148** (n° 11 – 17 juin)

Responsabilité de l'administrateur judiciaire

Demande de prolongation du délai pour

prendre parti..... **alerte 40** (n° 3 – 8 févr.)

CONTRÔLEUR

Qualité pour agir

Recours contre une ordonnance du juge-

commissaire..... **repère 58** (n° 5 – 15 mars)
alerte 61 (n° 5 – 15 mars)

COTISATIONS SOCIALES

Liquidation judiciaire

Gérant majoritaire de SARL..... **alerte 52** (n° 4 – 22 févr.)

CRÉANCE ALIMENTAIRE

Droit au paiement

Abandon en pleine propriété d'un bien

immobilier..... **alerte 35** (n° 3 – 8 févr.)

Prestation compensatoire

Interdiction des poursuites

Déclaration de créance. **alerte 171** (n° 12 – 28 juin)

Mode de recouvrement..... **alerte 171** (n° 12 – 28 juin)

Régime

repère 206 (n° 15 – 27 sept.)

CRÉANCE ANTÉRIEURE

Créance de restitution de prix

Annulation d'une vente immobilière

Droit de rétention..... **alerte 47** (n° 4 – 22 févr.)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

Date de naissance des créances

Date de l'exercice sur les revenus duquel

elles sont assises..... **alerte 77** (n° 6 – 29 mars)

CRÉANCE FISCALE

Admission à titre définitif

Notification de l'avis de mise en recouvre-

ment postérieurement au jugement d'ouverture..... **alerte 179** (n° 13 – 19 juill.)

Notification irrégulière de l'avis de mise en recouvrement..... **alerte 179** (n° 13 – 19 juill.)

Déclaration

Établissement définitif

Délai..... **alerte 136** (n° 10 – 24 mai)

Dispense de publicité

Loi PACTE..... **alerte 135** (n° 10 – 24 mai)

CRÉANCE PÉNALE

Liquidation judiciaire de la personne poursuivie

Droits du créancier

[MC] Revendication des fonds déposés sur un compte. **alerte 266** (n° 19 – 29 nov.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE

Compensation

Condition non requise

Liquidité et exigibilité..... **alerte 2** (n° 1 – 14 janv.)

Créance afférente à des prestations fournies postérieurement au jugement d'ouverture

Débiteur n'ayant pas bénéficié des prestations

Absence d'interdiction des poursuites individuelles..... **alerte 169** (n° 12 – 28 juin)

Créance d'astreinte

Fait générateur

Jugement prononçant l'astreinte..... **alerte 18** (n° 2 – 25 janv.)

Créance inutile

Charges de copropriétés..... **alerte 274** (n° 20 – 13 déc.)

alerte 262 (n° 19 – 29 nov.)

Interdiction des paiements

Absence d'instance en cours..... **alerte 45** (n° 4 – 22 févr.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE PRIVILÉGIÉE

Non-paiement à l'échéance

Responsabilité du mandataire

Point de départ du délai de prescription..... **alerte 275** (n° 20 – 13 déc.)

CRÉANCE PUBLIQUE

Prêts et avances

Remise

Conditions..... **alerte 36** (n° 3 – 8 févr.)

Privilege

Inscription

Loi PACTE..... **alerte 135** (n° 10 – 24 mai)

Privilège du Trésor

Publicité

Seuils..... **alerte 182** (n° 13 – 19 juill.)

Remise de pénalités pour distributions occultes

Procédure collective ouverte antérieurement à la notification de l'avis de mise en recouvrement..... **alerte 245** (n° 17 – 25 oct.)

CRÉANCE SALARIALE

Condamnation du débiteur à verser certaines sommes à ses salariés

Appel du mandataire judiciaire

Nécessité d'intimer le débiteur..... **alerte 247** (n° 17 – 25 oct.)

Créance antérieure

Arrêt des poursuites individuelles... **alerte 5** (n° 1 – 14 janv.)

Fixation au passif

Déduction des sommes versées par l'AGS... **alerte 252** (n° 18 – 18 nov.)

Suspension des poursuites..... **alerte 197** (n° 14 – 13 sept.)

CRÉDIT-BAIL

Opposabilité du droit de propriété aux tiers

Droit à restitution

Incompétence du juge-

commissaire..... **repère 1** (n° 1 – 14 janv.)

..... **alerte 6** (n° 1 – 14 janv.)

..... **alerte 7** (n° 1 – 14 janv.)

D

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

Créance d'astreinte

Jugement prononçant l'astreinte. **alerte 18** (n° 2 – 25 janv.)

Créance de cotisations sociales

Créance afférente à une période d'activité antérieure au jugement d'ouverture

Déclaration..... **alerte 63** (n° 5 – 15 mars)

Créance de régularisation

Date d'exigibilité de l'échéance des cotisations provisionnelles de l'année en cours sur laquelle elle est imputée.....

alerte 62 (n° 5 – 15 mars)

Date de l'exercice sur les revenus duquel

elles sont assises..... **alerte 77** (n° 6 – 29 mars)

Créance de recours

Recours entre associés

Associé en nom ayant acquitté

les dettes sociales..... **alerte 88** (n° 7 – 12 avr.)

Créance indemnitaire

Date du fait dommageable..... **alerte 121** (n° 9 – 13 mai)

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 203** (n° 14 – 13 sept.)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Absence de déclaration

Compensation reconnue par un jugement antérieur au jugement d'ouverture

Jugement assorti de l'exécution

provisoire..... **alerte 149** (n° 11 – 17 juin)

Caution

Créance de recours

Recours anticipé..... **alerte 51** (n° 4 – 22 févr.)

Créance alimentaire

Prestation compensatoire..... **repère 206** (n° 15 – 27 sept.)

Créance éventuelle..... **alerte 238** (n° 17 – 25 oct.)

Créance fiscale

Établissement définitif

Délai..... **alerte 136** (n° 10 – 24 mai)

Créance hypothécaire

Bien insaisissable

Obligation du juge-commissaire

de vérifier la créance..... **alerte 265** (n° 19 – 29 nov.)

Déclaration par avocat

Absence d'identification du représentant

de la personne juridique créancière..... **alerte 104** (n° 8 – 29 avr.)

Directive (UE) 2019/1023

Communication électronique... **alerte 205** (n° 14 – 13 sept.)

Indivision

Partage

Droits de l'indivisaire..... **alerte 209** (n° 15 – 27 sept.)

Intérêts à échoir

Montant déjà calculé

Absence de prise en compte des

modalités du plan..... **alerte 64** (n° 5 – 15 mars)

Interruption de la prescription

Effet à l'égard de la caution..... **alerte 251** (n° 18 – 18 nov.)

Nature

Action en justice (non)

Demande en justice (oui)..... **alerte 174** (n° 12 – 28 juin)

Notion

Assignation en paiement..... **alerte 120** (n° 9 – 13 mai)

Point de départ du délai

Publication du jugement d'ouverture au

Bodacc

Preuve..... **alerte 78** (n° 6 – 29 mars)

Régularité

Compétence

Juge-commissaire..... **repère 30** (n° 3 – 8 févr.)

..... **alerte 34** (n° 3 – 8 févr.)

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

Action en inopposabilité

Qualité pour agir

Liquidateur judiciaire..... **alerte 60** (n° 5 – 15 mars)

DÉLOCALISATION DE LA PROCÉDURE

Motivation insuffisante

Délocalisation des procédures de deux

autres sociétés ayant le même gérant. **alerte 284** (n° 20 – 13 déc.)

Motivation suffisante

Conflit d'intérêts..... **alerte 283** (n° 20 – 13 déc.)

DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX

Injonction sous astreinte du président du tribunal de commerce

Injonction adressée au représentant légal

à titre personnel..... **alerte 137** (n° 10 – 24 mai)

DÉSENDETTEMENT DES RAPATRIÉS

Suspension provisoire des poursuites

Rétroactivité de la décision d'inconstitu-

tionnalité..... **repère 99** (n° 8 – 29 avr.)

..... **alerte 115** (n° 8 – 29 avr.)

DESSAISSEMENT

Action en inopposabilité

Prescription..... **alerte 23** (n° 2 – 25 janv.)

Action en liquidation d'une astreinte provisoire

Expulsion

Droit conféré postérieurement au

jugement d'ouverture..... **alerte 94** (n° 7 – 12 avr.)

Conclusion d'un bail

Inopposabilité

Conséquences pour le locataire..... **alerte 38** (n° 3 – 8 févr.)

Droits propres

Action en réparation des préjudices extra-

patrimoniaux..... **alerte 155** (n° 11 – 17 juin)

Rapport à une succession

Droit propre

Mise en cause du liquidateur..... **alerte 10** (n° 1 – 14 janv.)

Réitération d'une promesse de vente

Absence d'intervention du liquidateur

Vente parfaite..... **alerte 93** (n° 7 – 12 avr.)

Représentation du débiteur

Secret professionnel du notaire

[MC]Opposabilité au liquidateur

judiciaire..... **alerte 260** (n° 19 – 29 nov.)

DIRECTIVE (UE) N° 2019/1023

..... **repère 190** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 191** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 193** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 194** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 195** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 196** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 197** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 198** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 199** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 200** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 201** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 202** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 203** (n° 14 – 13 sept.)
 **alerte 204** (n° 14 – 13 sept.)
 **alerte 205** (n° 14 – 13 sept.)
 Champ d'application..... **alerte 192** (n° 14 – 13 sept.)

DIRIGEANT DE FAIT

Caractérisation..... **alerte 25** (n° 2 – 25 janv.)

DIRIGEANT

Directive (UE) n° 2019/1023..... **alerte 201** (n° 14 – 13 sept.)

DROIT DE RÉTENTION

Immeuble

Détention corpore alieno..... **alerte 47** (n° 4 – 22 févr.)

DROIT EUROPÉEN

Directive (UE) n° 2019/1023..... **repère 190** (n° 14 – 13 sept.)

..... **alerte 193** (n° 14 – 13 sept.)

Alerte..... **alerte 194** (n° 14 – 13 sept.)

Cadres de restructuration préventive

Accès..... **alerte 195** (n° 14 – 13 sept.)

Champ d'application..... **alerte 192** (n° 14 – 13 sept.)

Communication électronique..... **alerte 205** (n° 14 – 13 sept.)

Financement de la restructuration..... **alerte 202** (n° 14 – 13 sept.)

Harmonisation..... **alerte 191** (n° 14 – 13 sept.)

Organes..... **alerte 204** (n° 14 – 13 sept.)

Plan

Adoption..... **alerte 198** (n° 14 – 13 sept.)

Meilleur intérêt des créanciers..... **alerte 199** (n° 14 – 13 sept.)

Rôle des salariés..... **alerte 200** (n° 14 – 13 sept.)

Rebond..... **alerte 203** (n° 14 – 13 sept.)

Situation des dirigeants et des associés..... **alerte 201** (n° 14 – 13 sept.)

Suspension des poursuites

Créances salariales..... **alerte 197** (n° 14 – 13 sept.)

Suspension des poursuites individuelles..... **alerte 196** (n° 14 – 13 sept.)

DROIT PROPRE

Action en liquidation d'une astreinte provisoire

Expulsion

Droit conféré postérieurement au jugement d'ouverture..... **alerte 94** (n° 7 – 12 avr.)

E

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL À RESPONSABILITÉ LIMITÉE (EIRL)

Déclaration de cessation des paiements

Ouverture d'une procédure sans précision de la qualité d'EIRL

Réunion des patrimoines..... **alerte 76** (n° 6 – 29 mars)

Ouverture de la procédure

Erreur dans la désignation du débiteur..... **alerte 272** (n° 20 – 13 déc.)

EXCÈS DE POUVOIR

Adoption d'une offre de reprise

Expiration de la période de maintien de l'activité..... **alerte 21** (n° 2 – 25 janv.)

EXPLOITATION AGRICOLE

Aides..... **alerte 163** (n° 12 – 28 juin)

EXTENSION DE PROCÉDURE

Confusion de patrimoines

Bail verbal

Loyers raisonnables..... **alerte 165** (n° 12 – 28 juin)

Limite temporelle

Plan de cession partielle..... **repère 16** (n° 2 – 25 janv.)

..... **alerte 22** (n° 2 – 25 janv.)

Relations financières anormales

Société ayant pour objet la gestion de l'image et des droits d'un

artiste..... **alerte 167** (n° 12 – 28 juin)

Transfert de propriété d'un

immeuble sans paiement du prix..... **alerte 166** (n° 12 – 28 juin)

Intervention volontaire en appel

Associés d'une SCI..... **alerte 28** (n° 2 – 25 janv.)

F

FAILLITE PERSONNELLE

Cas de sanction

Omission de déclaration de la cessation

des paiements (non)

Interdiction de gérer..... **alerte 161** (n° 11 – 17 juin)

Détournement d'actif

Fait commis le matin du jour de l'ouverture de la procédure

Fait postérieur à l'ouverture de la

procédure..... **alerte 268** (n° 19 – 29 nov.)

FINANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION

Directive (UE) n° 2019/1023..... **alerte 202** (n° 14 – 13 sept.)

G

GAGE SUR STOCKS

Opposabilité à la procédure collective

Caractère public, apparent, effectif et

non équivoque..... **alerte 226** (n° 16 – 11 oct.)

GAGE-ESPÈCES

Garantie de livraisons postérieures au jugement d'ouverture

Absence de compensation avec une

créance antérieure..... **alerte 124** (n° 9 – 13 mai)

GARANTIE DES SALAIRES

Contrat de prestation de services

Requalification

Contrat de travail..... **alerte 4** (n° 1 – 14 janv.)

Indemnités de rupture

Limitation à une certaine période

Constitutionnalité..... **alerte 215** (n° 15 – 27 sept.)

Liquidation judiciaire

Créance de salaire née pendant la

période d'observation

Limitation de la garantie..... **alerte 228** (n° 16 – 11 oct.)

Location-gérance

Résiliation

Transfert des contrats de travail..... **alerte 112** (n° 8 – 29 avr.)

Plafond de garantie

Assiette

Application de la loi dans le

temps..... **alerte 111** (n° 8 – 29 avr.)

Procédure d'insolvabilité

Institution compétente..... **alerte 110** (n° 8 – 29 avr.)

GÉRANT MAJORITAIRE DE SARL

Liquidation judiciaire

Cotisations sociales..... **alerte 52** (n° 4 – 22 févr.)

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Filiale en difficulté

Plan de redressement

Prise en compte des autres sociétés

du groupe..... **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)

Notion

Obligation de reclassement

Validité du plan de sauvegarde

de l'emploi..... **alerte 108** (n° 8 – 29 avr.)

I

INDIVISION

Partage

Droits de l'indivisaire

Déclaration de créance..... **alerte 209** (n° 15 – 27 sept.)

INSAISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

Application de la loi dans le temps..... **alerte 184** (n° 13 – 19 juill.)

Créance hypothécaire

Vérification des créances..... **alerte 265** (n° 19 – 29 nov.)

INSAISSABILITÉ LÉGALE

Indivision

Partage

Absence de pouvoirs du liquidateur judiciaire..... repère 221 (n° 16 – 11 oct.)
..... alerte 229 (n° 16 – 11 oct.)

INSOLVABILITÉ

Notion..... alerte 193 (n° 14 – 13 sept.)

INSTANCE EN COURS

Absence d'interruption

Ouverture des débats antérieure au jugement d'ouverture de la procédure..... alerte 143 (n° 10 – 24 mai)

Instance prud'homale

Réouverture des débats
Mise en cause des organes de la procédure..... alerte 152 (n° 11 – 17 juin)

Interruption

Reprise d'instance
Appel en la cause du mandataire judiciaire..... alerte 282 (n° 20 – 13 déc.)

Notion

Instance en référé
Condamnation du débiteur au paiement d'une provision..... alerte 210 (n° 15 – 27 sept.)

Rapport à une succession..... alerte 10 (n° 1 – 14 janv.)

INTERDICTION DE GÉRER

Motivation suffisante

Contrôle de la Cour de cassation..... repère 145 (n° 11 – 17 juin)
..... alerte 159 (n° 11 – 17 juin)

Non-déclaration de la cessation des paiements

Omission volontaire
Caractérisation..... alerte 160 (n° 11 – 17 juin)

Obligation de motiver la décision

Quantum de la sanction et gravité des fautes..... alerte 244 (n° 17 – 25 oct.)

INTERDICTION DES PAIEMENTS..... alerte 45 (n° 4 – 22 févr.)

Action en paiement d'une provision

Instance en cours (non)..... alerte 262 (n° 19 – 29 nov.)

Condamnation au paiement

Instance prud'homale en cours..... alerte 152 (n° 11 – 17 juin)

INTERDICTION DES POURSUITES

Action en paiement d'une somme d'argent

Notion
Action en garantie de l'épouse contre son ex-mari..... alerte 170 (n° 12 – 28 juin)

Créance alimentaire

Prestation compensatoire..... repère 206 (n° 15 – 27 sept.)

J

JUGE CONSULAIRE

Mandats successifs

Loi PACTE..... alerte 132 (n° 10 – 24 mai)

JUGE-COMMISSAIRE

Contestation de créance

Contestation sérieuse..... alerte 79 (n° 6 – 29 mars)

L

LICENCIEMENT

Plan de cession

Transfert des contrats de travail
Modification du lieu de travail..... alerte 154 (n° 11 – 17 juin)

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de cause réelle et sérieuse

Légèreté blâmable du dirigeant
Caractérisation..... alerte 109 (n° 8 – 29 avr.)

Délégué syndical

Annulation de la désignation du salarié en tant que délégué syndical

Maintien de la protection pendant 12 mois..... alerte 126 (n° 9 – 13 mai)

Indemnité de licenciement

Barème Macron
Validité..... alerte 213 (n° 15 – 27 sept.)

Liquidation judiciaire

Maintien provisoire de l'activité..... alerte 69 (n° 5 – 15 mars)

Nullité du plan de sauvegarde de l'emploi

Action en indemnisation du licenciement
Point de départ du délai de prescription de l'action..... alerte 255 (n° 18 – 18 nov.)

Sanction

Remboursement des indemnités chômage..... alerte 214 (n° 15 – 27 sept.)

Plan de sauvegarde de l'emploi

Ordonnance du juge-commissaire
Catégories professionnelles..... alerte 212 (n° 15 – 27 sept.)

Redressement ou liquidation judiciaire

Annulation de la validation ou de l'homologation du PSE
Cumul d'indemnités..... repère 44 (n° 4 – 22 févr.)
..... alerte 49 (n° 4 – 22 févr.)

Salarié protégé

Durée de la protection
Fin de mandat..... alerte 126 (n° 9 – 13 mai)

Fin de la protection

Liquidation judiciaire..... alerte 48 (n° 4 – 22 févr.)

Pluralité de mandats

Absence de connaissance par le liquidateur de l'intégralité des mandats..... alerte 254 (n° 18 – 18 nov.)

Transaction

Nullité de la période suspecte
Compétence..... alerte 211 (n° 15 – 27 sept.)

LIQUIDATEUR JUDICIAIRE

Qualité à agir

Liquidation judiciaire après résolution d'un plan de redressement
Action en contestation du report de la date de cessation des paiements initiale..... alerte 158 (n° 11 – 17 juin)

Qualité pour agir

Déclaration notariée d'insaisissabilité
Action en inopposabilité..... alerte 60 (n° 5 – 15 mars)

Responsabilité civile professionnelle

Cession d'un bien immobilier faisant l'objet crédit-bail..... alerte 84 (n° 6 – 29 mars)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Arrêt de la poursuite d'activité

Salarié protégé
Fin de mandat..... alerte 48 (n° 4 – 22 févr.)

Arrêt de l'exécution provisoire

..... alerte 31 (n° 3 – 8 févr.)

Clôture de la procédure

Existence d'un actif réalisable
Résistance des débiteurs..... alerte 267 (n° 19 – 29 nov.)

Conversion de procédure

Ministère public
Avis..... alerte 218 (n° 15 – 27 sept.)

Conversion du redressement judiciaire

Convocation du débiteur
Irrégularité..... alerte 188 (n° 13 – 19 juill.)

Débiteur marié

Décès
Droit viager d'habitation du conjoint survivant..... repère 99 (n° 8 – 29 avr.)
..... alerte 115 (n° 8 – 29 avr.)

Dessaisissement

Désendettement des rapatriés
Rétroactivité de la décision d'inconstitutionnalité..... repère 99 (n° 8 – 29 avr.)
..... alerte 115 (n° 8 – 29 avr.)

Durée excessive de la procédure

Rejet de la demande de clôture
Résistance des débiteurs..... alerte 267 (n° 19 – 29 nov.)

Maintien provisoire de l'activité

Licenciement économique..... alerte 69 (n° 5 – 15 mars)

Ouverture de la procédure

Exclusivité de la demande
Irrecevabilité des demandes

reconventionnelles en appel... **alerte 259** (n° 19 – 29 nov.)

Promesse de vente antérieure à l'ouverture de la procédure

Signature de l'acte authentique
Absence d'intervention du liquidateur..... **alerte 93** (n° 7 – 12 avr.)

Réalisation d'un actif à l'étranger

Indivision
Exequatur..... **alerte 183** (n° 13 – 19 juill.)

Reprise de la procédure

Existence de sommes non distribuées. **alerte 220** (n° 15 – 27 sept.)

Résolution du plan de redressement

Avis du ministère public
Communication aux parties..... **alerte 9** (n° 1 – 14 janv.)

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

Durée

Seuils..... **alerte 273** (n° 20 – 13 déc.)

Loi Pacte..... **alerte 131** (n° 10 – 24 mai)

Ouverture obligatoire

Seuils..... **alerte 273** (n° 20 – 13 déc.)

LOCATION-GÉRANCE

Résiliation

Sort des contrats de travail
Transfert au propriétaire. **alerte 112** (n° 8 – 29 avr.)

LOI PACTE

Dispositions visant à favoriser le rebond. **alerte 131** (n° 10 – 24 mai)

Publication..... **alerte 146** (n° 11 – 17 juin)

M

MANDAT AD HOC

Confidentialité

Information des représentants du personnel
Expert du comité de groupe... **alerte 249** (n° 18 – 18 nov.)

MANDAT AD HOC ET CONCILIATION

Confidentialité

Liberté d'information
Débat d'intérêt général. **alerte 178** (n° 13 – 19 juill.)
Sanction
Réparation intégrale du préjudice. **alerte 178** (n° 13 – 19 juill.)

MANDATAIRES DE JUSTICE

Protection des données personnelles

Responsable de traitement..... **alerte 117** (n° 9 – 13 mai)

Rémunération

Arrêté du 27 février 2018
Annulation..... **alerte 56** (n° 4 – 22 févr.)
Champ d'application de l'article R. 663-31..... **alerte 26** (n° 2 – 25 janv.)

MARCHÉ PUBLIC

Entreprise en plan de redressement

Contenu du dossier de candidature
Vérification de la capacité financière de l'adjudicataire..... **alerte 127** (n° 9 – 13 mai)

Entreprise en difficulté

Condition pour soumissionner... **alerte 168** (n° 12 – 28 juin)

Plan de cession

Reprise de candidature
Liquidation judiciaire de l'entreprise candidate..... **alerte 261** (n° 19 – 29 nov.)

N

NANTISSEMENT DE COMPTE BANCAIRE

Saisie conservatoire

Ouverture d'une procédure collectives
Droits du créancier nanti..... **alerte 241** (n° 17 – 25 oct.)

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Compétence

Transaction
Licenciement économique..... **alerte 211** (n° 15 – 27 sept.)

Contrat commutatif déséquilibré

Contrat de travail
Effet rétroactif..... **alerte 8** (n° 1 – 14 janv.)

Dation en paiement

Conséquences..... **alerte 217** (n° 15 – 27 sept.)

Hypothèque

Garantie de dettes antérieures
Nullité des paiements subséquents..... **alerte 227** (n° 16 – 11 oct.)

Hypothèque judiciaire

Admission de la créance au passif. **alerte 20** (n° 2 – 25 janv.)

Pouvoir du juge

Requalification des prétentions des parties..... **alerte 141** (n° 10 – 24 mai)

Transaction

Fixation d'une indemnité de licenciement
Compétence..... **alerte 186** (n° 13 – 19 juill.)

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Groupe de sociétés

Notion..... **alerte 108** (n° 8 – 29 avr.)

Reclassement à l'étranger

Omission de la mention du délai de 6 jours pour accepter dans la proposition de reclassement
Licenciement sans cause réelle et sérieuse..... **alerte 253** (n° 18 – 18 nov.)

OBLIGATIONS COMPTABLES

Allègement

Moyennes entreprises..... **alerte 164** (n° 12 – 28 juin)

ORGANES

Responsabilité

Compétence
Tribunal de droit commun..... **alerte 14** (n° 1 – 14 janv.)

ORGANISATION JUDICIAIRE

Réforme de la justice..... **alerte 100** (n° 8 – 29 avr.)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

Entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)

Absence de précision de la qualité d'EIRL
Réunion des patrimoines. **alerte 76** (n° 6 – 29 mars)

Liquidation judiciaire

Arrêt de l'exécution provisoire..... **alerte 31** (n° 3 – 8 févr.)
Exclusivité de la demande
Irrecevabilité des demandes reconventionnelles en appel... **alerte 259** (n° 19 – 29 nov.)

Qualité du débiteur

Activité professionnelle indépendante
Inscription à un registre professionnel..... **alerte 103** (n° 8 – 29 avr.)

P

PLAN

Adoption

Directive (UE) n° 2019/1023..... **alerte 198** (n° 14 – 13 sept.)

Consultation des créanciers

Omission d'un document
Point de départ du délai de réponse..... **alerte 276** (n° 20 – 13 déc.)

Directive (UE) 2019/1023

Communication électronique... **alerte 205** (n° 14 – 13 sept.)

Durée

Agriculteur
Exercice en société..... **alerte 134** (n° 10 – 24 mai)

Élaboration

Prise en compte des créances contestées..... **alerte 90** (n° 7 – 12 avr.)

Meilleur intérêt des créanciers

Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 199** (n° 14 – 13 sept.)

Résolution

Confusion de patrimoines
Sort du tiers confondu... **alerte 172** (n° 12 – 28 juin)

Salariés

Directive (UE) 2019/1023..... **alerte 200** (n° 14 – 13 sept.)

Seuils..... **alerte 182** (n° 13 – 19 juill.)

PROCÉDURE DE DISTRIBUTION

Caducité

Ouverture d'une procédure collective. **alerte 138** (n° 10 – 24 mai)

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Champ d'application respectif du règlement

Bruxelle 1bis et du règlement insolvabilité

Déclaration de créance..... **alerte 270** (n° 19 – 29 nov.)

Compétence

Action révocatoire

Juridictions de l'État d'ouverture..... **alerte 27** (n° 2 – 25 janv.)

Convention franco-italienne de 1930..... **alerte 230** (n° 16 – 11 oct.)

Garantie des salaires

Institution compétente..... **alerte 110** (n° 8 – 29 avr.)

Répartitions

Loi applicable..... **alerte 230** (n° 16 – 11 oct.)

PROCÉDURES COLLECTIVES

Champ d'application

Débiteur inscrit à un registre professionnel..... **alerte 103** (n° 8 – 29 avr.)

PROCÉDURES COLLECTIVES

SUCCESSIVES

Admission des créances

Autorité de chose jugée..... **alerte 46** (n° 4 – 22 févr.)

PROFESSION LIBÉRALE

Activité professionnelle indépendante

Inscription à un registre professionnel. **alerte 103** (n° 8 – 29 avr.)

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

Actif immobilier

Protection du locataire

Accord collectif du 9 juin 1998. **alerte 54** (n° 4 – 22 févr.)

Appel de l'ordonnance du juge-commissaire

Effet dévolutif de l'appel

Convocation du débiteur... **alerte 98** (n° 7 – 12 avr.)

Bien indivis

Immeuble servant au logement de la famille

Application de l'article 215 du

Code civil..... **alerte 128** (n° 9 – 13 mai)

Cession de droit au bail

Clause de substitution

Garantie du prix..... **alerte 277** (n° 20 – 13 déc.)

Clause d'inaliénabilité

Demande de renonciation émanant du liquidateur

Mainlevée..... **alerte 24** (n° 2 – 25 janv.)

Vente de gré à gré des éléments d'actifs

Transfert d'une entité autonome

Transfert des contrats de travail. **alerte 156** (n° 11 – 17 juin)

Vente d'un bien immobilier

Vente de gré à gré

Conditions..... **alerte 157** (n° 11 – 17 juin)

Voies de recours

Recours formé devant la cour d'appel

Irrecevabilité de la tierce

opposition-nullité devant le juge-commissaire..... **alerte 129** (n° 9 – 13 mai)

RÈGLEMENT INSOLVABILITÉ

Champ d'application

action qui dérive directement de la procé-

dure d'insolvabilité..... **alerte 97** (n° 7 – 12 avr.)

Règlement Bruxelles I

Champs d'application respectifs..... **alerte 97** (n° 7 – 12 avr.)

RELEVÉ DE FORCLUSION

Prorogation du délai pour agir

Ignorance de la procédure collective

PLAN DE CESSION

Appel

Appel limité au chef de jugement imposant l'inaliénabilité de certains biens

englobés dans la cession..... **alerte 286** (n° 20 – 13 déc.)

Appel du débiteur

Intérêt à agir..... **repère 271** (n° 20 – 13 déc.)

alerte 287 (n° 20 – 13 déc.)

Appel nullité

Qualité pour agir

Qualité de partie..... **alerte 29** (n° 2 – 25 janv.)

Charge augmentative du plan

Inaliénabilité de certains biens englobés

dans la cession..... **alerte 286** (n° 20 – 13 déc.)

Faculté de substitution

Obligations du cessionnaire initial. **alerte 55** (n° 4 – 22 févr.)

Marché public

Reprise de candidature

Liquidation judiciaire de l'entre-

prise candidate..... **alerte 261** (n° 19 – 29 nov.)

Offre de reprise

Adoption par le tribunal

Expiration de la période de main-

tien de l'activité..... **alerte 21** (n° 2 – 25 janv.)

Rejet d'une offre

Autorité de la chose jugée

Présentation d'une offre amélio-

rée..... **repère 248** (n° 18 – 18 nov.)

alerte 256 (n° 18 – 18 nov.)

Transfert des contrats de travail

Modification du lieu de travail

Licenciement..... **alerte 154** (n° 11 – 17 juin)

Voies de recours

Absence de qualité à agir du candidat

évincé

Constitutionnalité..... **alerte 285** (n° 20 – 13 déc.)

Appel du repreneur

Conditions..... **alerte 189** (n° 13 – 19 juill.)

PLAN DE REDRESSEMENT

Défaut de paiement d'un dividende

Société cotée

Information privilégiée. **repère 175** (n° 13 – 19 juill.)

Entreprise attributaire d'un marché public

Durée du plan inférieure à la durée d'exé-

cution du marché..... **alerte 127** (n° 9 – 13 mai)

Groupe de sociétés

Appréciation globale..... **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)

Résolution

Liquidation judiciaire

Communication de l'avis du

ministère public..... **alerte 9** (n° 1 – 14 janv.)

Qualité à agir du nouveau liqui-

dateur..... **alerte 158** (n° 11 – 17 juin)

PLAN DE SAUVEGARDE

Appel du ministère public

Délai pour appeler les parties à la cause. **alerte 233** (n° 16 – 11 oct.)

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Compétence

Juridiction administrative

Recherche de repreneur... **alerte 68** (n° 5 – 15 mars)

Recherche d'un repreneur

Appréciation du respect de l'obligation

Juridiction administrative. **alerte 68** (n° 5 – 15 mars)

Validation ou homologation

Annulation de la décision du Direcctce

Sanction..... **repère 44** (n° 4 – 22 févr.)

alerte 49 (n° 4 – 22 févr.)

Validité

Groupe de sociétés

Notion..... **alerte 108** (n° 8 – 29 avr.)

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

Opposabilité à la procédure collective

Publicité

- Connaissance de la créance..... **alerte 3** (n° 1 – 14 janv.)
- Refus**
Avertissement adressé au créancier absorbé
Absente de mention de la fusion-absorption au livre foncier..... **alerte 139** (n° 10 – 24 mai)
- Voies de recours**
Pourvoi en cassation
Point de départ du délai..... **alerte 3** (n° 1 – 14 janv.)
- REMISE DE DETTE**
Créance publique
Prêts et avances
Conditions..... **alerte 36** (n° 3 – 8 févr.)
Directive (UE) n° 2019/1023..... **alerte 203** (n° 14 – 13 sept.)
- RÉMUNÉRATION DU CHEF D'ENTREPRISE**
Loi Pacte..... **alerte 131** (n° 10 – 24 mai)
- REPRISE DES POURSUITES**
Fraude du débiteur
Créancier non déclarant..... **repère 235** (n° 17 – 25 oct.)
..... **alerte 243** (n° 17 – 25 oct.)
Paiement spontané
Absence d'autorisation judiciaire préalable..... **repère 85** (n° 7 – 12 avr.)
..... **alerte 95** (n° 7 – 12 avr.)
- RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE**
Continuation des contrats en cours
Demande de prolongation du délai pour prendre parti..... **alerte 40** (n° 3 – 8 févr.)
Exercice en société..... **alerte 118** (n° 9 – 13 mai)
- RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE**
Faute
Caractérisation..... **alerte 41** (n° 3 – 8 févr.)
- RESPONSABILITÉ DE L'EXPERT-COMPTABLE ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**
Acquisition d'actions par deux associés
Redressement judiciaire de la société
Préjudice personnel des cessionnaires..... **alerte 42** (n° 3 – 8 févr.)
- RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS**
Responsabilité personnelle
Action exercée par des créanciers
Préjudice personnel..... **alerte 71** (n° 5 – 15 mars)
- RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES**
Action poursuivie contre les héritiers
Procédure..... **alerte 57** (n° 4 – 22 févr.)
Compétence
Demande reconventionnelle dans une instance en résolution du plan..... **alerte 14** (n° 1 – 14 janv.)
Liquidateur judiciaire
Réalisation de l'actif
Bien immobilier faisant l'objet d'un crédit-bail..... **alerte 84** (n° 6 – 29 mars)
Mandataire judiciaire
Point de départ du délai de prescription
Non-paiement à l'échéance d'une créance postérieure privilégiée..... **alerte 275** (n° 20 – 13 déc.)
- RESPONSABILITÉ DU BANQUIER**
Chèque
Encaissement sur un compte personnel et non professionnel
Exercice à titre individuel. **alerte 72** (n° 5 – 15 mars)
Manquement à son obligation de diligence
Détournement de fonds par un mandataire de justice
Encaissement d'un chèque sur un compte personnel..... **alerte 231** (n° 16 – 11 oct.)
- Négligence dans l'exercice d'une action en revendication**
[MC]Perte de chance
Évaluation du préjudice du codébiteur du prêt..... **alerte 269** (n° 19 – 29 nov.)
- Responsabilité à l'égard de la caution**
Non-respect de l'obligation d'information annuelle
Déchéance de tous les accessoires de la dette..... **alerte 264** (n° 19 – 29 nov.)
- RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE**
Absence d'obligation de conseil et de mise en garde
Absence de garantie de bonne fin dans le cadre d'une opération immobilière..... **alerte 280** (n° 20 – 13 déc.)
Vente d'immeuble
Dessaisissement du vendeur
Liquidation judiciaire..... **alerte 43** (n° 3 – 8 févr.)
Vente d'un bien immobilier indivis
Remise d'une quote-part du prix au coindivisaire
Absence d'insuffisance d'actif..... **alerte 279** (n° 20 – 13 déc.)
- RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF**
Application de la loi dans le temps
Simple négligence..... **alerte 11** (n° 1 – 14 janv.)
Assignment délivrée par voie d'huissier
Caractère suffisant des diligences de l'huissier..... **alerte 12** (n° 1 – 14 janv.)
Constitutionnalité..... **alerte 53** (n° 4 – 22 févr.)
Dirigeant de fait
Caractérisation..... **alerte 25** (n° 2 – 25 janv.)
Faute de gestion
Radiation d'un registre
Condition de l'activité..... **alerte 39** (n° 3 – 8 févr.)
Interruption de la prescription
Assignment en justice
Placement au greffe..... **alerte 83** (n° 6 – 29 mars)
Irrecevabilité pour convocation irrégulière du dirigeant
Élément nouveau
Convocation régulière du dirigeant..... **alerte 246** (n° 17 – 25 oct.)
Nullité de la procédure
Fraude
Effet dévolutif de l'appel. **alerte 83** (n° 6 – 29 mars)
Prescription
Interruption
Assignment en justice..... **alerte 83** (n° 6 – 29 mars)
Qualité pour agir
Action du dirigeant contre l'ancien dirigeant..... **alerte 187** (n° 13 – 19 juill.)
- RESTITUTIONS**
Bien donné en crédit-bail
Incompétence du juge-commissaire..... **repère 1** (n° 1 – 14 janv.)
..... **alerte 6** (n° 1 – 14 janv.)
..... **alerte 7** (n° 1 – 14 janv.)
- RÉTABLISSEMENT PERSONNEL**
Effacement des dettes
Dettes de loyers
Résiliation du bail..... **alerte 59** (n° 5 – 15 mars)
- RÉTABLISSEMENT PERSONNEL SANS LIQUIDATION JUDICIAIRE**
Éligibilité
Amélioration de la situation du débiteur. **alerte 86** (n° 7 – 12 avr.)
- RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL**
Loi Pacte..... **alerte 131** (n° 10 – 24 mai)
- REVENDEICATION**
Clause de réserve de propriété
Responsabilité du liquidateur..... **alerte 96** (n° 7 – 12 avr.)

Crédit-bail publié antérieurement à l'acquisition du bien par le revendiquant
 Mise en cause du crédit-bailleur... **alerte 70** (n° 5 – 15 mars)

Prix de revente
 Procédure
 Revendication distincte de celle du bien... **alerte 19** (n° 2 – 25 janv.)

Procédure
 Constitutionnalité... **alerte 114** (n° 8 – 29 avr.)

Restitution
 Tiers détenteur
 Compétence du juge-commissaire ou du JEX... **repère 1** (n° 1 – 14 janv.)
 **alerte 6** (n° 1 – 14 janv.)

RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE

Validité de l'accord
 Absence de mise en place d'un PSE... **alerte 107** (n° 8 – 29 avr.)

S

SAISIE CONSERVATOIRE

Indemnité d'assurance
 Créancier nanti... **alerte 123** (n° 9 – 13 mai)

SAISIE IMMOBILIÈRE

Procédure de distribution
 Caducité
 Ouverture d'une procédure collective... **alerte 138** (n° 10 – 24 mai)

Saisie pénale de la créance ayant justifiée la saisie immobilière
 Effets sur la saisie immobilière... **alerte 240** (n° 17 – 25 oct.)

SALARIÉ

Transfert du contrat de travail
 Location-gérance
 Résiliation... **alerte 112** (n° 8 – 29 avr.)

SALARIÉ PROTÉGÉ

Fin de mandat
 Liquidation judiciaire
 Arrêt de la poursuite d'activité... **alerte 48** (n° 4 – 22 févr.)

SANCTIONS

Cumul de sanctions
 Abus de biens sociaux, comblement de l'insuffisance d'actif et pénalités fiscales
 Constitutionnalité... **alerte 278** (n° 20 – 13 déc.)

SANCTIONS CIVILES

Avis du ministère public
 Communication aux parties... **alerte 13** (n° 1 – 14 janv.)

SOCIÉTÉ CIVILE

Obligation aux dettes sociales
 Prescription de l'action... **alerte 106** (n° 8 – 29 avr.)

SOCIÉTÉ COTÉE

Plan de redressement
 Défaut de paiement d'un dividende
 Information privilégiée. **repère 175** (n° 13 – 19 juill.)

SOCIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

Assignation du dirigeant ès qualités
 Recevabilité... **alerte 232** (n° 16 – 11 oct.)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

Caution dirigeant de sociétés personnellement intéressée
 Recevabilité de la demande (oui)... **alerte 208** (n° 15 – 27 sept.)

Crédit à la consommation
 Délai de forclusion
 Succession de plans... **alerte 74** (n° 6 – 29 mars)

Jugement d'orientation
 Décision d'appel
 Demande d'aide juridictionnelle

en cours... **alerte 177** (n° 13 – 19 juill.)

Mauvaise foi

Absence de démarches du débiteur... **alerte 207** (n° 15 – 27 sept.)

Mesures de remise ou de rééchelonnement

Créance alimentaire
 Notion... **alerte 102** (n° 8 – 29 avr.)

Mesures de traitement

Durée
 Application de la loi dans le temps... **alerte 236** (n° 17 – 25 oct.)

Saisie immobilière

Jugement d'orientation ordonnant la vente forcée
 Effet suspensif de la décision de recevabilité de la demande de traitement du surendettement sur la procédure de vente forcée (non)... **alerte 237** (n° 17 – 25 oct.)

Saisine du juge d'instance

Régularité
 Transmission du dossier de la procédure... **alerte 176** (n° 13 – 19 juill.)

Voies de recours

Appel-nullité
 Jugement statuant sur le report de la date d'adjudication. **alerte 101** (n° 8 – 29 avr.)

SUSPENSION DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Créances salariales... **alerte 197** (n° 14 – 13 sept.)
 Directive (UE) n° 2019/1023... **alerte 196** (n° 14 – 13 sept.)

SUSPICION LÉGITIME

Juge consulaire... **alerte 144** (n° 10 – 24 mai)

SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ

Non-restitution des fonds au syndicat de copropriété
 Garantie financière professionnelle
 Déclaration de la créance de restitution au passif du syndic... **alerte 140** (n° 10 – 24 mai)

T

TRANSACTION

Autorisation du juge-commissaire
 Contestation des tiers impactés
 Absence de qualité à agir... **alerte 242** (n° 17 – 25 oct.)

Contestation du débiteur dessaisi
 Absence de droit propre... **alerte 242** (n° 17 – 25 oct.)

TRIBUNAL DE COMMERCE SPÉCIALISÉ

Compétence
 Seuil
 Date d'appréciation... **alerte 281** (n° 20 – 13 déc.)

V

VENTE AUX ENCHÈRES

Représentation par un avocat
 Règlement intérieur national de la profession d'avocat
 Modification... **alerte 92** (n° 7 – 12 avr.)

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Créance hypothécaire
 Bien insaisissable
 Résidence principale... **alerte 265** (n° 19 – 29 nov.)

Rejet d'une créance
 Exigence de motivation... **alerte 150** (n° 11 – 17 juin)

VOIES DE RECOURS

Appel
 Admission des créances
 Indivisibilité de l'instance... **alerte 234** (n° 16 – 11 oct.)

Appel nullité

2018

Novembre

- CJUE, **14 nov. 2018**, n° C-296/17, Wiemer & Trachte GmbH, en liquidation c/ M. Tadzher (*Compétence internationale*) **alerte 27** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. soc., **21 nov. 2018**, n° 17-27.091 (*Salariés*) **alerte 5** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. soc., **21 nov. 2018**, n° 17-16.766 : JurisData n° 2018-020718 (*Salariés*) **alerte 6** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-18.094 : JurisData n° 2018-020808 (*Revendications et droits du vendeur de meubles*) **alerte 7** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. soc., **21 nov. 2018**, n° 17-26.810 : JurisData n° 2018-020713 (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 8** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-12.761 : JurisData n° 2018-020770 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*) **alerte 10** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-22.433 (*Sanctions patrimoniales*) **alerte 25** (n° 2 – 25 janv.)
- CA Lyon, **22 nov. 2018**, n° 3^e ch. A : JurisData n° 2018-020675 (*Créances antérieures*) **alerte 18** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. soc., **28 nov. 2018**, n° 17-20.079 : JurisData n° 2018-021271 (*Salariés*) **alerte 4** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. 1^{re} civ., **28 nov. 2018**, n° 17-31.144 : JurisData n° 2018-021388 (*Responsabilité du notaire*) **alerte 43** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. 3^e civ., **29 nov. 2018**, n° 17-26.670 : JurisData n° 2018-021510 (*Créanciers antérieurs - Compensation*) **alerte 2** (n° 1 – 14 janv.)

Décembre

- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-14.591 : JurisData n° 2018-022300 (*Créanciers postérieurs - Relevé de forclusion*) **alerte 3** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-25.818 : JurisData n° 2018-022299 (*Liquidation judiciaire - Résolution du plan*) **alerte 9** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-22.011 : JurisData n° 2018-022301 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 11** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-22.785 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 12** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-13.009 : JurisData n° 2018-022298 (*Sanctions civiles*) **alerte 13** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-20.065 : JurisData n° 2018-022282 (*Responsabilités des tiers et des mandataires*) **alerte 14** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-22.350, Sté Sam c/ Sté Calvet agrofournitures et a. (*Voies de recours*) **alerte 15** (n° 1 – 14 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-15.973 : JurisData n° 2018-022273 (*Revendications*) **alerte 19** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **5 déc. 2018**, n° 17-25.664 : JurisData n° 2018-022103 (*Cession d'entreprise - Extension de procédure*) **alerte 22** (n° 2 – 25 janv.)
- CA Paris, **6 déc. 2018**, n° 18/26836 : JurisData n° 2018-022360 (*Jugement d'ouverture*) **alerte 31** (n° 3 – 8 févr.)
- CA Paris, **6 déc. 2018**, n° 18/26826 : JurisData n° 2018-022471 (*Jugement d'ouverture*) **alerte 31** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-17.311 (*Avocats - Régime légal d'affiliation*) **alerte 17** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-19.309 : JurisData n° 2018-023709 (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 20** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-22.004 : JurisData n° 2018-023704 (*Plan de cession*) **alerte 21** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-13.647 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*) **alerte 23** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. 1^{re} civ., **19 déc. 2018**, n° 17-17.551 (*Liquidation judiciaire - Réalisation de l'actif*) **alerte 24** (n° 2 – 25 janv.)

- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-18.851 (*Rémunération des mandataires de justice*) **alerte 26** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-21.802 : JurisData n° 2018-024263 (*Voies de recours*) **alerte 28** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-17.398 (*Voies de recours*) **alerte 29** (n° 2 – 25 janv.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-15.883 : JurisData n° 2018-023711 (*Déclaration et admission des créances - Compétence du juge-commissaire*) **alerte 34** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-27.947 : JurisData n° 2018-023706 (*Plan de redressement - Groupe de sociétés*) **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-23.744 (*Responsabilité de l'administrateur provisoire*) **alerte 41** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **19 déc. 2018**, n° 17-13.846 : JurisData n° 2018-024262 (*Responsabilité de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes*) **alerte 42** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. soc., **19 déc. 2018**, n° 17-15.503 : JurisData n° 2018-023665 (*Salariés*) **alerte 48** (n° 4 – 22 févr.)
- Cass. soc., **19 déc. 2018**, n° 17-26.132 : JurisData n° 2018-023661 (*Salariés*) **alerte 49** (n° 4 – 22 févr.)
- Cass. 3^e civ., **20 déc. 2018**, n° 17-25.918 : JurisData n° 2018-024029 (*Liquidation judiciaire*) **alerte 38** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. 3^e civ., **20 déc. 2018**, n° 18-10.355 : JurisData n° 2018-024023 (*Liquidation judiciaire - Réalisation des actifs immobiliers*) **alerte 54** (n° 4 – 22 févr.)
- CA Paris, ch. 1, pôle 7, **21 déc. 2018**, n° 18/26698 (*Procédure - Renvoi pour cause de suspicion légitime*) **alerte 144** (n° 10 – 24 mai)
- CE, 6^e et 5^e ch., **28 déc. 2018**, n° 420243 : JurisData n° 2018-024559 (*Mandataires de justice - Rémunération*) **alerte 56** (n° 4 – 22 févr.)

2019

Janvier

- Cass. 2^e civ., **10 janv. 2019**, n° 17-21.774 : JurisData n° 2019-000047 (*Rétablissement personnel - Bail d'habitation*) **alerte 59** (n° 5 – 15 mars)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-18.450 (*Cessation des paiements*) **alerte 32** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-20.725 (*Extension de procédure*) **alerte 33** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-16.334 (*Créances alimentaires*) **alerte 35** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-22.651 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 39** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-25.792 (*Responsabilité de l'administrateur judiciaire*) **alerte 40** (n° 3 – 8 févr.)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-14.002 : JurisData n° 2019-000393 (*Cautions - Prescription*) **alerte 50** (n° 4 – 22 févr.)
- Cass. 1^{re} civ., **16 janv. 2019**, n° 18-11.916 : JurisData n° 2019-000286 (*Mandataires de justice - Responsabilité*) **alerte 57** (n° 4 – 22 févr.)
- Cass. soc., **16 janv. 2019**, n° 17-20.969 : JurisData n° 2019-000305 (*Salariés*) **alerte 68** (n° 5 – 15 mars)
- Cass. com., **16 janv. 2019**, n° 17-17.210 : JurisData n° 2019-000444 (*Responsabilité du dirigeant*) **alerte 71** (n° 5 – 15 mars)
- Cass. com., **17 janv. 2019**, n° 18-18.498 : JurisData n° 2019-000416 (*Dirigeants*) **alerte 53** (n° 4 – 22 févr.)
- CE, **25 janv. 2019**, n° 421844, Sté Dauphin Télécom : JurisData n° 2019-000855 (*Plan de redressement*) **alerte 127** (n° 9 – 13 mai)
- Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-27.494 : JurisData n° 2019-001190 (*Créances antérieures - Arrêt des poursuites individuelles*) **alerte 45** (n° 4 – 22 févr.)
- Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-31.060 : JurisData n° 2019-001036 (*Créances antérieures - Procédures successives*) **alerte 46** (n° 4 – 22 févr.)

Table chronologique de jurisprudence

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-22.223 : JurisData n° 2019-001046 (*Créanciers antérieurs - Droit de rétention*)..... **alerte 47** (n° 4 – 22 févr.)

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-22.743 : JurisData n° 2019-001094 (*Cautions - Recours avant paiement*)..... **alerte 51** (n° 4 – 22 févr.)

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-15.036 : JurisData n° 2019-001029 (*Plan de cession*)..... **alerte 55** (n° 4 – 22 févr.)

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-24.584 : JurisData n° 2019-001095 (*Organes*)..... **alerte 60** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 17-20.793 : JurisData n° 2019-001054 (*Organes*)..... **alerte 61** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **30 janv. 2019**, n° 16-18.468 : JurisData n° 2019-001096 (*Caution*)..... **alerte 67** (n° 5 – 15 mars)

Cass. 1^{re} civ., **30 janv. 2019**, n° 18-10.002 : JurisData n° 2019-001083 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 115** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. crim., **30 janv. 2019**, n° 18-81.460 : JurisData n° 2019-005558 (*Procédure*)..... **alerte 174** (n° 12 – 28 juin)

Février

CJUE, **6 févr. 2019**, n° C-535/17 : JurisData n° 2019-003373 (*Compétence*)..... **alerte 97** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. 1^{re} civ., **6 févr. 2019**, n° 17-28.275 (*Revendications et droits du vendeur de meubles*)..... **alerte 70** (n° 5 – 15 mars)

Cass. 1^{re} civ., **6 févr. 2019**, n° 17-28.467 : JurisData n° 2019-001959 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 74** (n° 6 – 29 mars)

CE, **13 févr. 2019**, n° 404556 : JurisData n° 2019-001987 (*Salariés*)..... **alerte 69** (n° 5 – 15 mars)

CE, **13 févr. 2019**, n° 401752 : JurisData n° 2019-001830 (*Liquidation judiciaire - Paiement après clôture*)..... **alerte 95** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-23.665 : JurisData n° 2019-002033 (*Date de naissance des créances*)..... **alerte 62** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-26.362 (*Déclaration des créances - Intérêts à échoir*)..... **alerte 64** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-21.361 (*Déclaration des créances - Intérêts à échoir*)..... **alerte 64** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-28.749 : JurisData n° 2019-001978 (*Contestation de créance*)..... **alerte 65** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-21.216 : JurisData n° 2019-002034 (*Contestation de créance*)..... **alerte 66** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 18-11.156 : JurisData n° 2019-002025 (*Responsabilités des tiers et des mandataires*)..... **alerte 72** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-24.340 : JurisData n° 2019-002021 (*Responsabilités des tiers et des mandataires*)..... **alerte 72** (n° 5 – 15 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-18.049 : JurisData n° 2019-001961 (*Conciliation*)..... **alerte 75** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-23.665 : JurisData n° 2019-002033 (*Date de naissance des créances*)..... **alerte 77** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-27.116 : JurisData n° 2019-002038 (*Contestation de créance*)..... **alerte 79** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-15.439 (*Compensation*)..... **alerte 81** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **13 févr. 2019**, n° 17-22.074 (*Sanctions patrimoniales*)..... **alerte 83** (n° 6 – 29 mars)

Cass. 2^e civ., **14 févr. 2019**, n° 18-12.146 : JurisData n° 2019-001968 (*Date de naissance des créances*)..... **alerte 63** (n° 5 – 15 mars)

CA Lyon, ch. 6, **20 févr. 2019**, n° 17/01675 : JurisData n° 2019-002820 (*Rétablissement personnel*)..... **alerte 86** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **21 févr. 2019**, n° 17-26.603 : JurisData n° 2019-002670 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 78** (n° 6 – 29 mars)

CA Paris, pôle 5, ch. 9, **28 févr. 2019**, n° 17/21912 : JurisData n° 2019-003183 (*Revendications - Responsabilité du liquidateur*)..... **alerte 96** (n° 7 – 12 avr.)

Mars

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-26.605 : JurisData n° 2019-003248 (*Jugement d'ouverture*)..... **alerte 76** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-28.589 (*Compensation*)..... **alerte 82** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-20.545 : JurisData n° 2019-003253 (*Responsabilité des mandataires*)..... **alerte 84** (n° 6 – 29 mars)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-24.608 : JurisData n° 2019-003397 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*)..... **alerte 93** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-11.242 (*Voies de recours*)..... **alerte 98** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-22.366 : JurisData n° 2019-003394 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 104** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. com., **6 mars 2019**, n° 17-22.365 : JurisData n° 2019-003392 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 104** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **6 mars 2019**, n° 17-31.149 (*Salariés*)..... **alerte 109** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **6 mars 2019**, n° 17-16.472 : JurisData n° 2019-003259 (*Salariés*)..... **alerte 110** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **6 mars 2019**, n° 17-19.442 : JurisData n° 2019-003352 (*Salariés*)..... **alerte 111** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **6 mars 2019**, n° 17-28.478 : JurisData n° 2019-003222 (*Salariés*)..... **alerte 113** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. com., **13 mars 2019**, n° 17-19.501 (*Associés*)..... **alerte 105** (n° 8 – 29 avr.)

CAA Versailles, **14 mars 2019**, n° 18VE04158 : JurisData n° 2019-004411 (*Salariés*)..... **alerte 107** (n° 8 – 29 avr.)

CA Paris, pôle 5, ch. 9, **14 mars 2019**, n° 17/03742 : JurisData n° 2019-003647 (*Déclaration des créances*)..... **alerte 120** (n° 9 – 13 mai)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-26.602 (*Ouverture de la procédure*)..... **alerte 87** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 15-26.171 (*Créances antérieures - Déclaration de créances*)..... **alerte 88** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-20.629 (*Créances antérieures - Arrêt des poursuites individuelles*)..... **alerte 89** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-27.527 : JurisData n° 2019-004152 (*Plans de sauvegarde et de redressement*)..... **alerte 90** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-29.009 : JurisData n° 2019-004155 (*Cession d'entreprise*)..... **alerte 91** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-23.685 : JurisData n° 2019-004165 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*)..... **alerte 94** (n° 7 – 12 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-18.924 : JurisData n° 2019-004148 (*Associés*)..... **alerte 106** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **20 mars 2019**, n° 17-19.598 (*Salariés*)..... **alerte 108** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **20 mars 2019**, n° 17-19.595 : JurisData n° 2019-004096 (*Salariés*)..... **alerte 108** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **20 mars 2019**, n° 17-29.011 : JurisData n° 2019-004120 (*Salariés*)..... **alerte 111** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. soc., **20 mars 2019**, n° 18-12.565 (*Salariés*)..... **alerte 112** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. com., **20 mars 2019**, n° 17-22.417 : JurisData n° 2019-004171 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 125** (n° 9 – 13 mai)

Cass. 2^e civ., **21 mars 2019**, n° 17-29.015 (*Surendettement*)..... **alerte 101** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. 2^e civ., **21 mars 2019**, n° 18-14.632 : JurisData n° 2019-004248 (*Surendettement*)..... **alerte 102** (n° 8 – 29 avr.)

Avril

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-27.885 : JurisData n° 2019-005183 (*Qualité du débiteur*)..... **alerte 103** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 18-11.247 : JurisData n° 2019-004972 (*Revendications*)..... **alerte 114** (n° 8 – 29 avr.)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-14.584 : JurisData n° 2019-005251 (*Organes*)..... **alerte 118** (n° 9 – 13 mai)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-28.359 : JurisData n° 2019-004970 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 119** (n° 9 – 13 mai)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 18-10.645 : JurisData n° 2019-004964 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 121** (n° 9 – 13 mai)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-31.169 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 123** (n° 9 – 13 mai)

Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 18-11.281 : JurisData n° 2019-004963 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 124** (n° 9 – 13 mai)

Cass. soc., **3 avr. 2019**, n° 17-28.880 : JurisData n° 2019-005154 (*Sort des salariés*)..... **alerte 126** (n° 9 – 13 mai)

Cass. 1^{re} civ., **3 avr. 2019**, n° 18-15.177 : JurisData
n° 2019-004961 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 128 (n° 9 – 13 mai)**
Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-28.954 : JurisData
n° 2019-004968 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 129 (n° 9 – 13 mai)**
Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 18-10.469 : JurisData
n° 2019-004973 (*Compétence*)..... **alerte 142 (n° 10 – 24 mai)**
Cass. com., **3 avr. 2019**, n° 17-27.529 : JurisData
n° 2019-004967 (*Procédure - Instances en cours*)..... **alerte 143 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 17-19.555 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 122 (n° 9 – 13 mai)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 17-15.960 : JurisData
n° 2019-006151 (*Créanciers antérieurs - Arrêt des procédures de distribution*)..... **alerte 138 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 17-27.058 : JurisData
n° 2019-006154 (*Créanciers antérieurs - Déclaration et relevé de forclusion*)..... **alerte 139 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 18-11.766 : JurisData
n° 2019-006153 (*Garantie financière professionnelle*)..... **alerte 140 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 18-12.558 (*Période suspecte*)..... **alerte 141 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. soc., **17 avr. 2019**, n° 17-28.567 (*Salariés*)..... **alerte 152 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. soc., **17 avr. 2019**, n° 17-28.566 (*Salariés*)..... **alerte 152 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. soc., **17 avr. 2019**, n° 17-17.880 : JurisData
n° 2019-006078 (*Plan de cession*)..... **alerte 154 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 17-18.688 : JurisData
n° 2019-006269 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 155 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. soc., **17 avr. 2019**, n° 17-22.541 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 156 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 18-11.685 (*Interdiction de gérer*)..... **alerte 159 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **17 avr. 2019**, n° 18-11.743 : JurisData
n° 2019-006247 (*Interdiction de gérer*)..... **alerte 159 (n° 11 – 17 juin)**

Mai

Cass. com., **7 mai 2019**, n° 17-21.047 (*Dépôt des comptes sociaux*)..... **alerte 137 (n° 10 – 24 mai)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-14.789 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 147 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-14.352 (*Contrats en cours*)..... **alerte 148 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-11.251 (*Compensation*)..... **alerte 149 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-11.671 (*Vérification des créances*)..... **alerte 150 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 17-28.875 (*Caution*)..... **alerte 151 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-10.403 (*Nullité de la période suspecte*)..... **alerte 153 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 17-23.753 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 157 (n° 11 – 17 juin)**

Cass., **15 mai 2019**, n° com. (*Liquidateur judiciaire - Pouvoirs*)..... **alerte 158 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 16-10.660 (*Interdiction de gérer*)..... **alerte 160 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-12.831 (*Faillite personnelle*)..... **alerte 161 (n° 11 – 17 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 18-14.974 : JurisData
n° 2019-008268 (*Extension de procédure par confusion des patrimoines*)..... **alerte 165 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **15 mai 2019**, n° 15-17.435 : JurisData
n° 2019-007949 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 173 (n° 12 – 28 juin)**

Cons. const., **16 mai 2019**, n° 2019-781 (*Loi Pacte*)..... **alerte 146 (n° 11 – 17 juin)**

CE, **22 mai 2019**, n° 407401 : JurisData n° 2019-008471
(*Salariés*)..... **alerte 212 (n° 15 – 27 sept.)**

CA Caen, 2^e ch. civ. et com., **23 mai 2019**, n° 17/02314 : JurisData n° 2019-008706 (*Plans*)..... **alerte 172 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-11.613 : JurisData
n° 2019-009087 (*Extension de procédure par confusion des patrimoines*)..... **alerte 166 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-17.718 : JurisData
n° 2019-009129 (*Extension de procédure par confusion des patrimoines*)..... **alerte 167 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 17-31.501 (*Créances postérieures*)..... **alerte 169 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 16-26.989 : JurisData
n° 2019-009033 (*Conjoint*)..... **alerte 170 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-14.911 : JurisData
n° 2019-009059 (*Créances antérieures*)..... **alerte 180 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-14.844 : JurisData
n° 2019-009051 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 183 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-16.097 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 184 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **29 mai 2019**, n° 18-16.545 (*Voies de recours*)..... **alerte 189 (n° 13 – 19 juill.)**

Juin

Cass. 2^e civ., **6 juin 2019**, n° 18-12.755 : JurisData
n° 2019-009689 (*Surendettement*)..... **alerte 177 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. 2^e civ., **6 juin 2019**, n° 18-16.228 : JurisData
n° 2019-009631 (*Surendettement - Recevabilité de la demande*)..... **alerte 208 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **12 juin 2019**, n° 17-25.753 : JurisData
n° 2019-009949 (*Créances antérieures*)..... **alerte 179 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. soc., **12 juin 2019**, n° 17-26.197 : JurisData
n° 2019-009962 (*Compétence*)..... **alerte 186 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **12 juin 2019**, n° 17-23.176 : JurisData
n° 2014-031712 (*Procédure*)..... **alerte 187 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. soc., **12 juin 2019**, n° 17-26.197, F-P+B : JurisData
n° 2019-009962 (*Salariés*)..... **alerte 211 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **13 juin 2019**, n° 17-24.587 (*Conjoint*)..... **alerte 171 (n° 12 – 28 juin)**

Cass. com., **13 juin 2019**, n° 18-10.688 : JurisData
n° 2019-009966 (*Procédures préventives - Obligation de confidentialité*)..... **alerte 178 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **26 juin 2019**, n° 18-16.859 : JurisData
n° 2019-011208 (*Créances antérieures*)..... **alerte 181 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. com., **26 juin 2019**, n° 17-27.498 : JurisData
n° 2019-011210 (*Voies de recours*)..... **alerte 188 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. 1^{re} civ., **26 juin 2019**, n° 17-26.154, F-D
(*Déclaration de créance*)..... **alerte 209 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **26 juin 2019**, n° 18-16.777, F-D : JurisData
n° 2019-011376 (*Instance en cours*)..... **alerte 210 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **26 juin 2019**, n° 17-31.236 : JurisData
n° 2019-011221 (*Clôture de liquidation judiciaire*)..... **alerte 243 (n° 17 – 25 oct.)**

Cass. 2^e civ., **27 juin 2019**, n° 19-70.006 : JurisData
n° 2019-011255 (*Surendettement*)..... **alerte 176 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. 2^e civ., **27 juin 2019**, n° 18-12.681, F-D
(*Surendettement - Recevabilité de la demande*)..... **alerte 207 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. 2^e civ., **27 juin 2019**, n° 19-70.006 : JurisData
n° 2019-011255 (*Surendettement*)..... **alerte 176 (n° 13 – 19 juill.)**

Cass. 2^e civ., **27 juin 2019**, n° 18-12.681, F-D
(*Surendettement - Recevabilité de la demande*)..... **alerte 207 (n° 15 – 27 sept.)**

Juillet

Cass. 3^e civ., **4 juill. 2019**, n° 18-16.453 : JurisData
n° 2019-011802 (*Contrats en cours*)..... **alerte 225 (n° 16 – 11 oct.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 18-13.820 (*Nullité de la période suspecte*)..... **alerte 217 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 17-27.999, F-D : JurisData
n° 2019-012698 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 218 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 18-18.393, FS-D (*Clôture de la procédure*)..... **alerte 220 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 18-16.008 : JurisData
n° 2019-012219 (*Organes*)..... **alerte 223 (n° 16 – 11 oct.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 18-17.799 (*Voies de recours*)..... **alerte 233 (n° 16 – 11 oct.)**

Cass. com., **9 juill. 2019**, n° 18-17.129 : JurisData
n° 2019-012308 (*Voies de recours*)..... **alerte 233 (n° 16 – 11 oct.)**

Cass. soc., **10 juill. 2019**, n° 17-22.821 et s., F-D
(*Salariés*)..... **alerte 214 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass., **10 juill. 2019**, n° soc. (*Salariés*)..... **alerte 215 (n° 15 – 27 sept.)**

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-17.820 : JurisData
n° 2019-012174 (*Nullité de la période suspecte*)..... **alerte 227 (n° 16 – 11 oct.)**

Table chronologique de jurisprudence

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-16.867 : JurisData
n° 2019-012310 (*Liquidation judiciaire - Insaisissabilité*)..... **alerte 229** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-18.733 : JurisData
n° 2019-012310 (*Procédure*)..... **alerte 232** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. com., **10 juill. 2019**, n° 18-18.384 : JurisData
n° 2019-012309 (*Voies de recours*)..... **alerte 234** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. 3^e civ., **11 juill. 2019**, n° 17-22.716, F-D
(*Liquidation judiciaire - Cession*)..... **alerte 219** (n° 15 – 27 sept.)

Cass. 1^{re} civ., **11 juill. 2019**, n° 18-14.186 : JurisData
n° 2019-012679 (*Procédure d'insolvabilité - Répartitions*)..... **alerte 230** (n° 16 – 11 oct.)

Cass., **17 juill. 2019**, n° 19-70.010 (*Salariés*)..... **alerte 213** (n° 15 – 27 sept.)

CE, 1^{re} et 4^e ch. réunies, **24 juill. 2019**, n° 411058 :
JurisData n° 2019-013080 (*Licenciement économique*)..... **alerte 254** (n° 18 – 18 nov.)

CA Toulouse, **24 juill. 2019**, n° 17/05186 : JurisData
n° 2019-013383 (*Sort des créanciers antérieurs*) **alerte 226** (n° 16 – 11 oct.)

Août

Cass. crim., **7 août 2019**, n° 19-80.988 : JurisData
n° 2019-014182 (*Créances antérieures - Arrêt des procédures d'exécution*)..... **alerte 240** (n° 17 – 25 oct.)

Septembre

Cass. 2^e civ., **5 sept. 2019**, n° 18-11.869
(*Surendettement - Mesures de traitement*)..... **alerte 236** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. 2^e civ., **5 sept. 2019**, n° 18-15.547 : JurisData
n° 2019-015080 (*Surendettement - Saisies immobilières*) **alerte 237** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **11 sept. 2019**, n° 18-11.401 : JurisData
n° 2019-015534 (*Contrats en cours*)..... **alerte 224** (n° 16 – 11 oct.)
Cass. soc., **11 sept. 2019**, n° 17-28.597 (*Salariés*)..... **alerte 228** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. soc., **11 sept. 2019**, n° 18-18.414 : JurisData
n° 2019-015486 (*Licenciement économique*)..... **alerte 255** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. crim., **11 sept. 2019**, n° 19-90.026 : JurisData
n° 2019-016679 (*Dirigeants - Sanctions*)..... **alerte 278** (n° 20 – 13 déc.)

CA Lyon, 3^e ch. A, **13 sept. 2019**, n° 19/05463,
19/05466 et 19/05468 (*Plan de cession*)..... **alerte 256** (n° 18 – 18 nov.)

CJUE, **18 sept. 2019**, n° C-47/18 (*Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 270** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **25 sept. 2019**, n° 18-18.657 (*Conditions d'ouverture de la procédure*)..... **alerte 222** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. com., **25 sept. 2019**, n° 18-15.965 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 231** (n° 16 – 11 oct.)

Cass. com., **25 sept. 2019**, n° 18-16.178 : JurisData
n° 2019-016492 (*Créancier nanti sur compte bancaire*)..... **alerte 241** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. soc., **25 sept. 2019**, n° 17-17.606 (*Appel*) **alerte 247** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **25 sept. 2019**, n° 18-15.655 : JurisData
n° 2019-016499 (*Conciliation*)..... **alerte 250** (n° 18 – 18 nov.)

CE, 9^e et 10^e ch. réunies, **30 sept. 2019**, n° 415333 :
JurisData n° 2019-016692 (*Créanciers publics*)..... **alerte 245** (n° 17 – 25 oct.)

Octobre

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-18.818 (*Créances antérieures - Déclaration*)..... **alerte 238** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-17.730 (*Créances antérieures - Compensation*)..... **alerte 239** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-12.162 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*)..... **alerte 242** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-10.797 (*Dirigeants - Sanctions professionnelles*)..... **alerte 244** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-17.573 (*Procédure - Sanctions*)..... **alerte 246** (n° 17 – 25 oct.)

Cass. soc., **9 oct. 2019**, n° 18-15.305 : JurisData
n° 2019-017423 (*Mandat ad hoc*)..... **alerte 249** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. soc., **9 oct. 2019**, n° 17-11.649 : JurisData
n° 2019-017456 (*Salariés*)..... **alerte 252** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. soc., **9 oct. 2019**, n° 17-28.150 à 17-28.174 :
JurisData n° 2019-017416 (*Obligation de reclassement*)..... **alerte 253** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. com., **9 oct. 2019**, n° 18-17.563 : JurisData
n° 2019-017421 (*Contrats en cours*)..... **alerte 263** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. 1^{re} civ., **10 oct. 2019**, n° 18-19.211 : JurisData
n° 2019-017430 (*Caution*)..... **alerte 264** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. 1^{re} civ., **10 oct. 2019**, n° 18-21.593 : JurisData
n° 2019-017708 (*Notariat et procédures collectives*)..... **alerte 280** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. 1^{re} civ., **10 oct. 2019**, n° 18-21.594 : JurisData
n° 2019-017720 (*Notariat et procédures collectives*)..... **alerte 280** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. crim., **16 oct. 2019**, n° 17-87.196 : JurisData
n° 2019-018206 (*Banqueroute*)..... **alerte 257** (n° 18 – 18 nov.)

CE, **21 oct. 2019**, n° 416616 : JurisData n° 2019-018759
(*Contrats en cours*)..... **alerte 261** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-16.515 : JurisData
n° 2019-018649 (*Caution et coobligés*)..... **alerte 251** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 17-25.656 : JurisData
n° 2019-018618 (*Caution et coobligés*)..... **alerte 251** (n° 18 – 18 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-15.475 : JurisData
n° 2019-018659 (*Conditions d'ouverture de la procédure*)..... **alerte 259** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-15.280 : JurisData
n° 2019-018552 (*Dessaisissement*)..... **alerte 260** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-14.823 : JurisData
n° 2019-018554 (*Contrats en cours*)..... **alerte 262** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. crim., **23 oct. 2019**, n° 18-85.820 : JurisData
n° 2019-018530 (*Créance pénale*)..... **alerte 266** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-12.181 : JurisData
n° 2019-018549 (*Sanctions professionnelles*)..... **alerte 268** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-19.952 : JurisData
n° 2019-018548 (*EIRL*)..... **alerte 272** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-10.700 : JurisData
n° 2019-018543 (*Procédure*)..... **alerte 282** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-21.125 : JurisData
n° 2019-018568 (*Plan de cession*)..... **alerte 287** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. 1^{re} civ., **24 oct. 2019**, n° 18-20.788 (*Notariat et procédures collectives*)..... **alerte 279** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **24 oct. 2019**, n° 19-13.160 : JurisData
n° 2019-018709 (*Voies de recours - Appel du jugement de cession*)..... **alerte 285** (n° 20 – 13 déc.)

CA Caen, **31 oct. 2019**, n° 18/01562 : JurisData
n° 2019-019465 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 269** (n° 19 – 29 nov.)

CA Caen, ch. 2, civ. et com., **31 oct. 2019**, n° 19/01823
(*Voies de recours - Appel du jugement de cession*)..... **alerte 286** (n° 20 – 13 déc.)

Novembre

CA Besançon, **6 nov. 2019**, n° 19/00829 : JurisData
n° 2019-019587 (*Déclaration et vérification des créances*)..... **alerte 265** (n° 19 – 29 nov.)

CA Douai, **12 nov. 2019**, n° 19/05679 (*Procédure*)..... **alerte 283** (n° 20 – 13 déc.)

CA Douai, **12 nov. 2019**, n° 19/05678 (*Procédure*)..... **alerte 284** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 17-16.058 (*Clôture de la procédure*)..... **alerte 267** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-17.812 (*Créances postérieures*)..... **alerte 274** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-16.227 : JurisData
n° 2019-020252 (*Créances postérieures*)..... **alerte 275** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-20.408 : JurisData
n° 2019-020065 (*Plans*)..... **alerte 276** (n° 20 – 13 déc.)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-18.833 : JurisData
n° 2019-020057 (*Réalisation d'actif - Clauses de substitution*)..... **alerte 277** (n° 20 – 13 déc.)

CA Lyon, 3^e ch. A, **14 nov. 2019**, n° 19/07075
(*Compétence*)..... **alerte 281** (n° 20 – 13 déc.)

2018

Décembre

L. n° 2018-1317, **28 déc. 2018**, de finances pour 2019 (Créances publiques) **alerte 36 (n° 3 – 8 févr.)**

2019

Mars

L. n° 2019-222, **23 mars 2019**, de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice : JO 24 mars 2019, texte n° 2 (Réforme de la justice) **alerte 100 (n° 8 – 29 avr.)**

Avril

D. n° 2019-341, **19 avr. 2019**, relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire : JO 21 avr. 2019 (Organes) **alerte 117 (n° 9 – 13 mai)**

Mai

L. n° 2019-486, **22 mai 2019**, relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite loi Pacte : JO 23 mai 2019, texte n° 2 (Loi Pacte) **alerte 146 (n° 11 – 17 juin)**

L., **22 mai 2019**, relative à la croissance et la transformation des entreprises (Sort du chef d'entreprise) **alerte 131 (n° 10 – 24 mai)**

L., **22 mai 2019**, PACTE (Organisation juridictionnelle) **alerte 132 (n° 10 – 24 mai)**

L., **22 mai 2019**, PACTE (Conciliation) **alerte 133 (n° 10 – 24 mai)**

L., **22 mai 2019**, PACTE (Agriculteurs - Plans) **alerte 134 (n° 10 – 24 mai)**

L., **22 mai 2019**, PACTE (Créanciers publics - Privilèges) **alerte 135 (n° 10 – 24 mai)**

L., **22 mai 2019**, PACTE (Trésor public - Établissement définitif des créances) **alerte 136 (n° 10 – 24 mai)**

D. n° 2019-539, **29 mai 2019**, portant application de l'article 47 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises : JO 30 mai 2019, texte n° 39 (Moyennes entreprises - Obligations comptables) **alerte 164 (n° 12 – 28 juin.)**

Juin

D. n° 2019-556, **4 juin 2019**, relatif au dispositif de soutien en faveur des exploitations agricoles en difficulté : JO 5 juin 2019, texte n° 16 (Entreprises agricoles) **alerte 163 (n° 12 – 28 juin.)**

A., **4 juin 2019**, fixant le montant et certaines modalités de mise en œuvre des aides pour les exploitations agricoles en difficulté : JO 5 juin 2019, texte n° 19 (Entreprises agricoles) **alerte 163 (n° 12 – 28 juin.)**

dir. n° 2019/1023, **20 juin 2019**, relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive UE 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité) : JOUE n° L 172, 26 juin 2019, p. 18 (Directive insolvabilité) **alerte 191 (n° 14 – 13 sept.)**

dir. n° 2019/1023, **20 juin 2019** (Directive insolvabilité) **alerte 192 (n° 14 – 13 sept.)**

D. n° 2019-683, **28 juin 2019** : JO 30 juin 2019, texte n° 41 (Créanciers publics - Opposabilité du privilège à la procédure collective) **alerte 182 (n° 13 – 19 juill.)**

Juillet

D. n° 2019-796, **26 juill. 2019** : JO 28 juill. 2019, texte n° 34 (Travailleurs indépendants) **alerte 216 (n° 15 – 27 sept.)**

Novembre

D. n° 2019-1208, **21 nov. 2019**, portant diverses dispositions relatives à la liquidation judiciaire simplifiée : JO 22 nov. 2019, texte n° 3 (Liquidation judiciaire simplifiée) **alerte 273 (n° 20 – 13 déc.)**

© LexisNexis SA 2019

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "